

Défense nationale :

MYTHE ET  
RÉALITÉ

L'initiative fédérale Pour une Suisse sans armée et une politique globale de paix a abouti et sera déposée le 12 septembre avec une confortable marge de sécurité. Youppie! car en mars dernier, une année après son lancement, la situation n'était pas très rose (61 000 signatures récoltées). La décision du PSO de redoubler ses efforts de récolte et, avant tout, l'impressionnant sprint final du GSoA (groupe pour une Suisse sans armée) ont rendu ce petit miracle possible.

Les képis se préparent à une campagne agressive pour la future votation. La NZZ (*Neue Zürcher Zeitung*) constate avec un frisson que la votation pourrait coïncider avec le 700<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Confédération. Ce journal ouvre une pré-campagne avec un éditorial du 23/24 août brandissant, une fois de plus, le vieil argument de la Deuxième Guerre mondiale : que serions-nous devenus sans notre fière armée ?

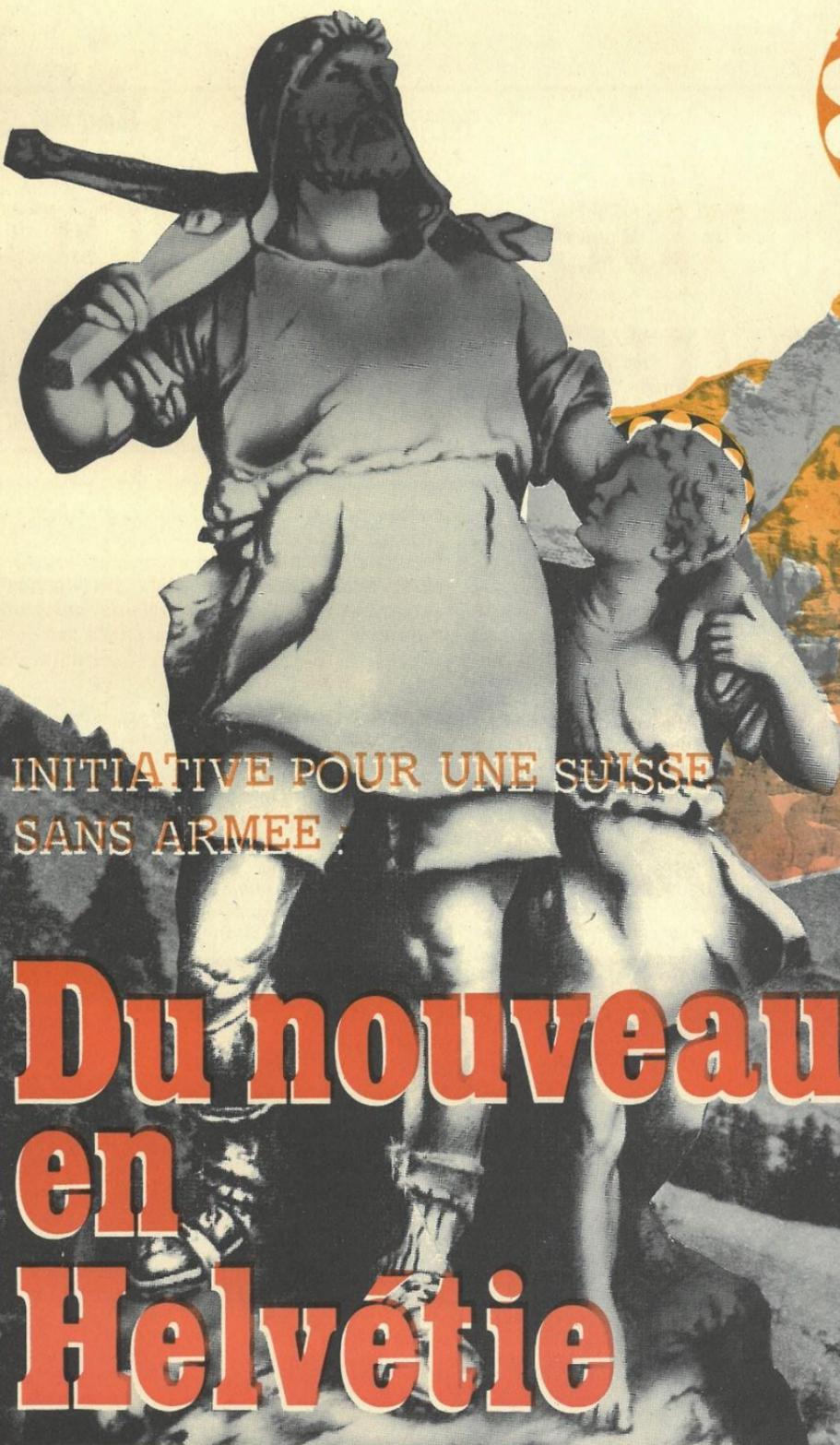
C'est l'argument le plus épais et le plus mensonger. Depuis en tout cas la parution du bouquin de Werner Rings (*L'or des nazis*), on sait pertinemment que l'Allemagne nazie, sans la possibilité d'utiliser le havre financier et l'appui industriel helvétiques, aurait eu des difficultés plus grandes à prolonger son effort de guerre. C'est essentiellement pour cette raison du reste que les stratèges hitlériens n'ont jamais sérieusement envisagé d'envahir la Suisse. Mais une récente étude de Jakob Tanner (*Budget fédéral, monnaie et économie de guerre*) révèle l'autre face de cette médaille : la Suisse aussi n'aurait pas survécu sans l'aide allemande. Les données sur les importations montrent que la réalisation du "réduit national" — élément clé de la défense nationale d'alors — reposait largement sur les importations de fer, d'acier, de machines, de charbon et de benzine en provenance d'Allemagne et d'autres forcés de l'Axe. Au moment le plus décisif, elles étaient au plus haut. "La composante militaire-dissuasive des efforts pour la sauvegarde de l'indépendance nationale se trouvait en la dépendance complète des ouvertures économiques de la Suisse en direction de l'extérieur", remarque Jakob Tanner. Idem concernant le célèbre plan Wahlen! Les améliorations du rendement agricole ne sont pas d'abord dues aux efforts de défrichage, mais bien plutôt à la mécanisation accrue obtenue grâce aux importations nazies.

L'armée suisse n'avait donc pas besoin de protéger l'Helvétie. Dans un premier temps la collaboration avec l'Allemagne hitlérienne fit l'affaire. Dans un second, la défaite infligée aux armées nazies par l'URSS et les Alliés supprima l'hypothétique danger d'une invasion. La militarisation du pays, qui amena une espèce de totalitarisme *swiss made*, ne servait pas à la défense. Elle visait une dissolution des luttes sociales intenses de la période précédente vers une idéologie nationaliste du consensus, excluant les luttes de classes. L'un des moyens les plus efficaces pour parvenir à ce but fut, et reste, le mythe à la vie dure d'une armée qui aurait sauvé la patrie du danger nazi. Il est temps de démasquer ce passé "glorieux". L'initiative GSoA nous offre, entre autres, cette possibilité.

La Brèche

# La brèche

organe bimensuel du  
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)  
section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale



INITIATIVE POUR UNE SUISSE  
SANS ARMÉE

Du nouveau  
en  
Helvétie

NICARAGUA :

LA RÉVOLUTION  
ASSIÉGÉE

# En mouvement

# À PROPSO

Pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire



**LAUSANNE**  
vendredi 19 septembre 1986  
19h - 01h

**GRANDE FÊTE**  
6 heures contre le racisme

CPO, Beau-Rivage 2  
vidéos, stands d'information,  
mangette et buvette, sangria

20h30 : **CYROSE**  
22h : **BLACK AND WHITE**

Entrée : Fr. 10.-,  
ét., appr., AVS, chômeurs Fr. 5.-

**GENÈVE**  
samedi 20 septembre  
sur la plaine de  
Plainpalais  
**GRANDE FÊTE**  
musique, théâtre,  
peinture, stands,  
meetings,  
plats typiques



La colonne cycliste en Suisse romande part de Genève le lundi 22 septembre et fait étape à Nyon (le 22 au soir), Morges, Renens, Lausanne (le mardi 23 septembre), Yverdon (le mercredi 24), Payerne (le jeudi 25), Fribourg (le vendredi 26) et arrive à Berne le samedi 27 septembre. Une autre colonne part de Bienne le vendredi 26 septembre et va aussi sur Berne.

**NYON, lundi 22 septembre**, étape surprise.

Passage par **RENENS, le mardi 23 septembre**, et tour de ville antiraciste à **LAUSANNE**, dès 17h.

**MORGES, mardi 23 septembre** au soir au théâtre de Beausobre, grand concert avec **Pascal AUBERSON**.

**YVERDON, mercredi 24 septembre**, fête, musique et gastronomie de différents pays.

**PAYERNE, jeudi 25 septembre**, étape symbolique antiraciste.

Organisation : Les jeunes roulent contre le racisme, groupe de travail du MODS (Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire). Pour adresse : GENEVE, CCSI, 9, rue Simon-Durand, 1227 Acacias; VAUD, SOS Racisme, c.p. 299, 1000 Lausanne 12; FRIBOURG, SOS Racisme, c.p. 779, 1701 Fribourg; BIENNE, Groupe jeune contre le racisme et l'apartheid, c.p. 13, 2500 Bienne 4.

**BERNE, samedi 27 septembre, 14h30**, manifestation nationale contre le racisme et pour la défense du droit d'asile. 19h : **Miriam MAKEBA** en concert, place Fédérale. Org. : MODS.

**ACTE DE SOUTIEN AU PEUPLE CHILIEN LAUSANNE**  
mercredi 10 septembre, 20h 15  
Maison du Peuple, salle 4  
(5, place Chauderon)

Messages de solidarité des partis suisses : Geneviève de Rham (PSO); Verena Berseth (POP); Marcel Gorgé (PSV).

Le peintre chilien **José Venturelli** apportera le témoignage d'un artiste exilé. Avec le guitariste et chanteur colombien **Gustavo Murillo**.

Org. : Association de soutien à la résistance chilienne Salvador Allende



**SOIRÉE COMMÉMORATIVE CHILI**

11 sept. 1973 - 11 sept. 1986  
**GENÈVE**

jeudi 11 septembre, 20h  
Salle du Faubourg (rez)

Situation actuelle et ses retombées en Suisse (droit d'asile)

avec **Roland BERSIER**, président national de l'AFRC  
Org. : AFRC

## VOTATIONS FÉDÉRALES DU 28 SEPTEMBRE

Le Parti socialiste ouvrier (PSO) propose les mots d'ordre suivants pour les votations fédérales des 27 et 28 septembre.

\* Concernant notre initiative **Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis**, à propos de laquelle nous nous sommes exprimés à plusieurs reprises, le PSO appelle naturellement à voter oui.

\* **Oui à l'initiative pour la culture**, car elle seule, contrairement au contre-projet fédéral, garantit une subvention de la Confédération en faveur de la culture. En outre ce oui signifie également une protestation contre le système antidémocratique toujours en vigueur des contre-projets visant à torpiller les initiatives.

\* **Contre-projet de l'Assemblée fédérale à l'initiative pour la culture**: bulletin blanc.

\* **Non à l'arrêté sucrier**, car il renforce la politique agraire actuelle qui se fait sur le dos des consommateurs/trices et des petits paysans et favorise par contre les gros commerçants et paysans. Nous demandons à la place : d'acheter du sucre de Cuba et d'autres pays en voie de développement; d'indemniser par paiements directs les productions respectueuses de l'environnement des petits paysans et des paysans de montagne; d'encourager la mise sur pied de coopératives de production pour les petits paysans.

PSO

## INITIATIVE POUR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE ET UN RECYCLAGE GARANTIS (votation des 27/28 septembre 1986)

Je finance . . . . . affiche(s) et paie le montant correspondant sur le compte ci-contre.

Je signe une annonce publicitaire et je participe aux frais (montant minimum Fr. 20.-). Envoyez-moi SVP vos formulaires d'annonce.

J'aimerais participer à la campagne de votation. Prenez SVP contact avec moi.

Nom . . . . . Prénom . . . . .

Rue . . . . . Numéro . . . . .

No postal . . . . . Ville . . . . .

A envoyer à : PSO, case postale 299, 8031 Zurich.

La pose d'affiches pour la votation nous coûte au moins

**Fr. 40 000.-**

Avec Fr. 20.-, tu finances une affiche !  
Avec Fr. 40.-, tu en finances deux !

Aide-nous à payer ces affiches pour une formation professionnelle et un recyclage garantis.

CCP 80-31 368 Zurich, Comité d'action



## INITIATIVE FORMATION PROFESSIONNELLE

Voici la liste des organisations et partis qui soutiennent notre initiative Pour une formation professionnelle et un recyclage garantis.

- Parti socialiste ouvrier / SAP-PSO-PSL
- Parti socialiste suisse / PSS
- POCH
- Parti du travail / PdT
- Grüne Aargau
- Grüne Alternative St.Gallen / GRAS
- Linke Alternative
- Alliance des indépendants, canton de Saint-Gall
- PSA - Tessin
- PSA - Süd Jura
- JUSAO - Schweiz
- Jeunesses socialistes révolutionnaires / JSR

- Combat socialiste Jura
- Alternative démocratique, Vaud
- VPOD/SSP (Syndicat des services publics)
- FOBB (Syndicat du bois et du bâtiment)
- OFRA - Suisse
- SLP (Syndicat du livre et du papier)
- Frau, Arbeit, Wiedereinstieg / Berne
- Union syndicale du Jura Sud
- Gewerkschaft Erziehung Basel
- Gewerkschaftsbund Basel
- ECAP
- Cartel syndical tessinois
- Communauté de travail du Parti socialiste tessinois.

(Voir notre dossier en pp. 6-7 sur la mobilité professionnelle des femmes.)

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Défense nationale : mythe et réalité 1

### POLITIQUE

L'AN au tribunal : Salomon borgne 3

Réfugiés à Genève : "On interne sans base légale". Entretien 3

Pour une Suisse sans armée : 130 000 le 12 septembre 8

Centrale nucléaire de Mühleberg : conduites pourries et désinformation 8

SOCIAL

A propos des théories racistes : pseudo-science au service du racisme. Entretien avec Georges Peters 4-5

Publication d'un rapport au Tessin : du nouveau sur la nouvelle pauvreté 5

DOSSIER

La mobilité professionnelle des femmes : un mouvement perpétuel 6-7

INTERNATIONAL

Désarmement : dessous le sommet 9

Economie internationale : on joue les prolongations 9

Le NICARAGUA en état d'urgence 10

Notes internationales 10

A LIRE

L'après-guerre nucléaire : pas beau à voir 11

L'ÉVÈNEMENT

Réunion de l'AIEA : la solidarité des nucléocrates 12

## abonnez-vous

### Abonnements à La Brèche :

une année, enveloppe ouverte 55.-

une année, enveloppe fermée 65.-

une année, étranger (Europe) 80.-

abonnement de soutien 100.-

abonnement d'essai (7 num.) 13.-

(au lieu de 17 fr. 50)

### Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

### Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne, 021/ 20 98 49

Éditeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :  
**prenez contact**

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

Adresses des sections romandes  
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche  
case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47  
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds  
case postale 28, 1700 Fribourg 6  
case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02  
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91  
case postale 82, 1020 Renens VD 1  
case postale 1532, 2002 Neuchâtel  
case postale 485, 1400 Yverdon

### Matériel disponible pour la campagne

- Un argumentaire qui vient de sortir de presse;
- une brochure sur la formation professionnelle en Suisse éditée à l'occasion du lancement de l'initiative;
- des journaux de votation;
- une affiche format mondial.

Pour soutenir la campagne de votation, n'hésitez pas à commander notre matériel, à le diffuser, à convaincre votre parti, syndicat, organisation de l'importance de l'initiative.

Ce matériel est disponible à l'adresse de nos sections ou au Comité formation professionnelle, c/o case postale 299, 8031 Zurich, tél. 01/ 42 00 55, CCP 80-31368.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la guerre d'Espagne

**HOMMAGE**  
aux brigadistes  
internationaux suisses

**GENÈVE**  
19-21 septembre  
Maison du Faubourg

exposition, films,  
conférence, récitals,  
danses folkloriques

Org. : Comité d'hommage  
aux brigadistes  
internationaux suisses

## L'Action nationale au tribunal :

**L**e 1er août a le don d'agiter les nationalistes de tout poil. En Suisse romande, c'est l'éclatement de "l'affaire Paschoud" (voir La Brèche, No 368, 23 août 1986). Dans le canton de Berne, le tribunal de deuxième instance (la Cour d'appel) n'inflige qu'un blâme au procureur de l'Oberland bernois, Bernardo Moser. On se souvient peut-être que ce "brave" homme avait réclamé la constitution de milices pour repousser "l'invasion" tamoule... Pendant ce temps, le tribunal cantonal de Schaffhouse rend un non-lieu concernant le skin-head et membre de l'Action nationale (AN) Winiger qui avait distribué un tract intitulé : "Tuez-les" (les punks). Par contre, un président bernois du tribunal de district a condamné Michael Jordi (membre du PSO) à une amende de 400 francs pour avoir caractérisé l'AN de mouvement évoluant de plus en plus d'une xénophobie petite bourgeoise à un racisme de type nazi.

Salomon des temps modernes, le juge bernois et UDC Sollberger voulait pourtant faire oeuvre "d'objectivité" : doser savamment ses coups à gauche et à droite, lui-même se situant apparemment au milieu. Dans ce procès, les accusés (Jordi, Frischknecht, Sigerist) eurent l'occasion d'amener des éléments de preuve pour étayer leurs déclarations (contrairement à des jugements pendants à Zurich et Schaffhouse). Ainsi Frischknecht et Sigerist furent tous les

# Salomon borgne

deux acquittés, aucune preuve n'ayant pu être présentée comme quoi ils auraient reproduit la phrase incriminée. Dans ces deux cas, l'AN doit payer les frais de procédure et d'avocat et a même été tancée par le juge Sollberger. Celui-ci déclare avoir frissonné à la lecture du volumineux matériel de preuves rassemblé par les accusés sur les activités et opinions de certains dirigeants de l'AN. Dans ce sens, "l'objectif" Sollberger avoue son accord avec l'inculpé Sigerist sur le fait que ce conflit ne relève pas de la compétence de la justice. Seulement voilà, l'objectivité d'un juge atteint vite certaines limites. Sollberger condamna tout de même Jordi, et pour les raisons suivantes :

- la justice se doit de fixer et de maintenir le cadre des conflits politiques et donc sévir si quelqu'un le viole ;
- la phrase de Jordi touche l'AN dans son ensemble et non pas seulement l'honneur de quelques militants qui flirtent ouvertement avec l'idéologie nazie. De plus, ajoute Sollberger, on ne peut identifier chaque militant de l'AN aux borreaux hitlériennes.

Aussi le juge condamna-t-il Jordi pour diffamation répétée. La sentence : vu le casier judiciaire vierge de l'inculpé, l'amende se monte à 400 francs plus les frais. La conclusion unanime des médias : l'AN a gagné. C'est la méthode Le Pen des procès à répétition qui portent ses fruits en Suisse aussi.

Avec deux artifices judiciaires, la tendance à mettre la liberté d'expression sous surveillance s'est vue renforcée. Ce jugement signifie que des prises de position de plus en plus fréquentes de la part de membres siégeant dans les instances de l'AN n'engagent pas ce parti. Les antiracistes apprécieront ! D'autre part, l'argumentation "sollbergienne" réduit l'idéologie raciste à Auschwitz. Comme si, dans les années vingt, le parti de Hitler n'avait pas déjà la même idéologie qui déploiera ses terribles effets une décennie plus tard. L'histoire évidemment ne se répète pas de manière automatique. Les comparaisons historiques ne servent qu'à mieux comprendre des évolutions possibles. Mais il faut être aveugle, ou "objectif", comme un juge UDC pour ne pas voir qu'aujourd'hui aussi des gens travaillent dans la même logique que leurs devanciers de l'entre-deux-guerres, même s'ils restent marginaux. Ces considérations n'ont cependant pas ébranlé la conviction du juge.

Un recours sera éventuellement déposé, et ce jusqu'au Tribunal fédéral. Mais le succès dépend dans une large mesure du soutien public.

P. Sigerist



"Centre d'accueil pour réfugiés" à Cointrin (Genève) :

## «ON INTERNE SANS BASE LÉGALE»

\* ENTRETIEN AVEC JACQUES SCHNEIDER, AVOCAT GENEVOIS \*

Par arrêté non publié du 16 juin 1986, le Conseil d'Etat genevois a ouvert à l'aéroport de Cointrin un "Centre d'accueil pour les réfugiés". En fait d'accueil, il s'agit plutôt d'internement. Un principe constitutionnel fondamental, la liberté personnelle ou *habeas corpus*, est violé. Nous nous en sommes entretenus avec Jacques Schneider, l'avocat qui a défendu le dossier juridique de cette affaire pour la Coordination genevoise pour le droit d'asile.

**La Brèche :** Depuis son ouverture en juillet, ce Centre d'accueil a déjà vu passer une trentaine de requérants d'asile. Dans quelles conditions sont-ils "accueillis" ?

**Jacques Schneider :** Tout étranger qui entre en Suisse et y demande l'asile sans papiers valables est envoyé à Cointrin. Il y est détenu de 24 heures à 4 jours. On l'interroge et on essaie de le convaincre de retirer sa demande d'asile ou de ne pas en déposer. Deux barrières, l'une en barbelés, protègent l'accès du Centre. La première est contrôlée par la douane, la seconde par l'administration du centre. Toute entrée est inscrite au registre et on ne peut sortir sans décision des autorités.

\* Il y a quelques mois, des demandeurs d'asile dont on ne voulait pas étaient expédiés à la prison de Champ-Dollon, pour papiers non valables. Au fond, ici, on ouvre une section spéciale de la prison ?

- La loi sur les étrangers permet d'arrêter un étranger illégalement entré et de l'envoyer à Champ-Dollon. Cela a été fait dans le cas de requérants d'asile. Mais plusieurs ont été acquittés et l'Etat a dû payer des indemnités pour arrestation illégale. Ici, c'est plus grave. D'abord parce que le requérant n'a aucune possibilité de recours. On essaie de soustraire les requérants à l'aide d'un avocat ou d'un service social. Ceux qui ont pu en obtenir ont d'ailleurs été très vite libérés du Centre ! Les autorités savaient qu'elles agissent dans un "no man's land" juridique.

\* Qu'entends-tu par là ?

- Il n'y a ni texte, ni règlement, ni décision écrite précisant le fonctionnement de ce centre. Mais surtout, le peu de droits que garantit encore la Loi sur l'asile est ouvertement violé. Même dans sa forme révisée et durcie, cette loi interdit d'interner un requérant sans décision en bonne et due forme et sans lui indiquer ses possibilités de recours. Et la possibilité d'internement est réservée aux cas de refoulements (en fin de procédure de demande d'asile) qui ne seraient pas appliqués. Au début d'une requête, il n'est jamais fait mention de la possibilité de procéder à une détention du requérant d'asile en vue de son audition. L'ordonnance d'application du 12 novembre 1980 précise même que la mesure la plus contraignante, en cas de doute sur l'identité, est la prise d'empreintes digitales ou de photographies.

\* Les autorités justifient ces mesures par "l'entrée illégale" de réfugiés.

- Cet argument n'est pas recevable. La Loi sur l'asile autorise le requérant à déposer sa demande dans le canton où il séjourne. De plus, la Loi sur les étrangers précise qu'un réfugié n'est pas punissable si la gravité des poursuites auxquelles il est exposé justifie son passage illégal de la frontière. C'est d'ailleurs pour cette raison que les tribunaux ont acquitté ceux qui ont été envoyés à Champ-Dollon. Non, tout ce dispositif porte en fait atteinte à un droit fondamental,

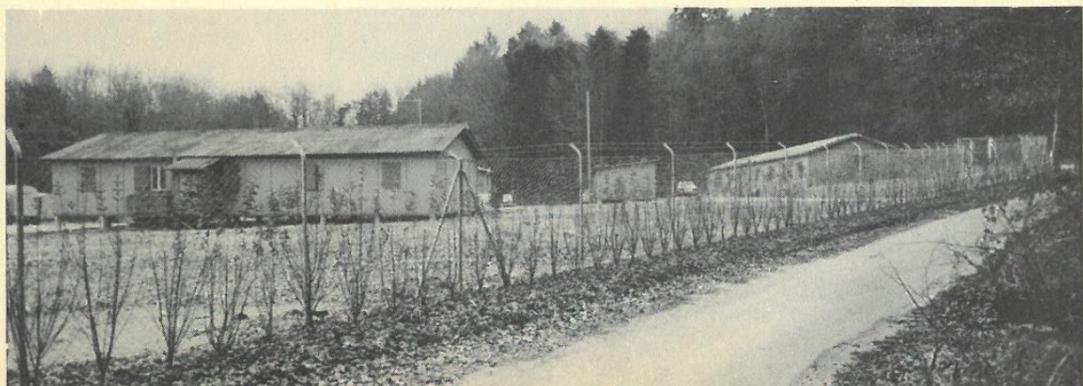
inscrit dans la Constitution et qui appartient aux étrangers comme aux Suisses : la liberté personnelle, c'est-à-dire le droit à ne pas être arrêté arbitrairement (appelé *habeas corpus*). Un demandeur d'asile peut être obligé à rester dans le canton où il séjourne parfois, mais on ne l'empêche pas de se mouvoir, de voir un avocat, de demander l'aide de services sociaux, etc.

\* Pourquoi les autorités en viennent-elles à de tels abus de droit ?

- Toute la législation sur le droit d'asile a été, comme on sait, bouleversée. Les demandes sont en grande majorité rejetées. Mais le problème n'est pas résolu pour autant, car le requérant s'est déjà installé durant la procédure de demande - qui dure plusieurs mois - et les autorités savent qu'elles ont du mal à les réexpédier tous. En Allemagne fédérale, on estime que 70 o/o des demandeurs refusés restent et ici on ne peut pas, chaque mois, organiser un renvoi sur Kinshasa ou ailleurs, avec le bruit que cela provoque. L'idée maîtresse est donc de canaliser les requérants à l'arrivée et de les renvoyer avant qu'ils ne déposent leur demande. C'est un peu le principe : qui n'accepte pas la prison ne se réfugiera pas chez nous ! Des postes frontières ont été désignés à cet effet.

A cette idée s'en ajoute une autre : exiger des papiers en règle revient à demander au requérant qu'il dépose sa demande dans l'ambassade suisse de son pays. Or on sait que les ambassades sont tout aussi restrictives et n'accordent guère le visa. En Colombie, trois guérilleros du M19 ont demandé asile à l'ambassade suisse, se disant poursuivis par le gouvernement et par le M19. La demande d'asile, déposée, a été refusée. La Colombie leur a assuré la sécurité, mais on ignore le résultat.

Propos recueillis par Michel Thévenaz



A propos des théories racistes :

# PSEUDO-SCIENCE AU SERVICE DU RACISME

\* ENTRETIEN AVEC GEORGES PETERS, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE \*

L'affaire Paschoud (voir *La Brèche*, No 368, 23 août 1986) vient rappeler le retour sur le devant de la scène de quelques théories qu'on aurait pu croire enterrées. Entre la négation des chambres à gaz nazies et la propagation de thèmes racistes, le pas, en effet, est souvent vite franchi. Rien ne remplace cependant le large débat pour contrecarrer les idées fascisantes.

Pour contribuer à cette nécessaire discussion, *La Brèche* a rencontré Georges Peters, professeur à l'Université de Lausanne, qui publiera en octobre prochain aux Editions d'en bas une remarquable étude sur les bases pseudo-scientifiques du racisme (cf. souscription ci-dessous). Dans cette première partie de l'interview, Georges Peters aborde les définitions de race et cite plusieurs exemples de racisme. La prochaine *Brèche* publiera la seconde partie portant sur les justifications pseudo-scientifiques du racisme et la responsabilité des scientifiques.

**La Brèche :** Qu'est-ce qu'une race et comment expliquer l'intérêt tout au long de l'histoire pour cette question ?

**Georges Peters :** Une race humaine est l'ensemble d'un certain nombre de gens qui habitent généralement une région géographique bien déterminée et qui ont certains traits physiques en commun. Il est possible que de telles gens aient aussi des traits de comportement en commun mais il n'y a aucune preuve que de tels traits de comportement existent vraiment et, s'ils existent, ils ont été mal étudiés.

Les races humaines, en tant que telles, ont peu d'intérêt scientifique, si ce n'est descriptif, ou taxonomique.

Néanmoins commençons par dissiper une erreur majeure. Il y a beaucoup de gens qui imaginent que l'humanité actuelle constitue un mélange de races qui étaient pures à l'origine. Ce qu'on appelle les races sont des descendants qui se sont formés à partir d'une humanité qui à l'origine avait les gènes de toutes les races combinées, soit par isolation géographique, soit par isolation culturelle, soit par isolation politique. Ainsi l'humanité s'est scindée en races dans différentes parties du globe par le fait que dans une région il était plus utile d'avoir une certaine couleur de peau, d'avoir une certaine constitution des téguments ou d'autres

caractéristiques. Le choix des partenaires, les traditions et les faits sociologiques ont également joué un rôle.

Cette sélection a conduit à une sélection de gènes qui déterminent l'apparence extérieure et certaines fonctions pratiques. Ce ne sont pas des traits génétiques héréditaires fondamentaux. On connaît à l'heure actuelle un certain nombre de gènes,



Journal néo-nazi français.

donc de porteurs de l'hérédité bien identifiés. Parmi ces gènes un certain nombre est universel dans l'espèce humaine. D'autres existent sous deux allèles qui déterminent la présence ou l'absence d'un trait, par exemple hémophile, non hémophile, ou présentant une maladie héréditaire ou non. On connaît à l'heure actuelle à peu près une huitantaine de gènes qui ont deux allèles différentes. Parmi ces gènes, il n'y en a aucun qui ne soit pas représenté sous ses deux formes dans toutes les races humaines. La seule chose qui varie, c'est la fréquence de l'une ou de l'autre de ces deux formes dans différents groupes de population. Mais si l'on détermine les groupes de population dans lesquels il y a des fréquences particulières, ceux-ci ne recouvrent pas les races décrites d'après leurs traits physiques, c'est-à-dire avec les races anthropologiques.

C'est pourquoi tous les concepts des races anthropologiques ne sont pas un concept scientifique d'un intérêt majeur, c'est une tentative

de classer l'humanité en différents groupes pour la décrire et rien d'autre donc que de la taxonomie.

## Intérêt politique

Cependant l'étude des races a suscité un grand intérêt tout au long de l'histoire, et cet intérêt d'une autre nature est politique. Il y a toujours eu des groupes de population qui ont essayé d'en dominer d'autres, d'augmenter leur influence en augmentant leur nombre plus que les "autres". Les Eglises ont pu faire cela en convertissant les "autres" — ou en accélérant la reproduction de leurs fidèles. A cause de la possibilité de se sauver en se convertissant, les membres des minorités persécutées ont pu survivre, en se convertissant vraiment ou apparemment.

Le remplacement des Eglises par les nations a entraîné une tendance de domination des nations qui a créé deux choses très différentes, le patriotisme et le nationalisme.

J'appelle *patriotisme* le fait que quelqu'un aime sa nation et son territoire, qu'il veut son bien et qu'il a pour elle un attachement qui l'emmène à défendre les traits de sa nation.

J'appelle *nationalisme* — c'est une définition universellement acceptée — la tendance de dire que la nation à laquelle on appartient est supérieure aux autres, qu'elle a un droit de vivre mieux que les autres, de les exploiter, éventuellement de les subjuguier. Le nationalisme vise à créer la domination d'une nation qui n'exige pas l'élimination des autres, mais peut aussi être assuré par leur assimilation.

Le racisme est une tentative de reprendre le nationalisme mais d'éliminer et non d'assimiler ceux qui sont de la "race inférieure". Leurs traits sont considérés comme héréditaires, leur incorporation, leur assimilation n'est donc pas désirée. On veut les éliminer, et empêcher surtout le métissage, terme qui est employé avec un certain dédain, comme si le métissage n'était pas en réalité le rétablissement de l'humanité originelle.

\* Tu développes dans ton ouvrage deux exemples parmi d'autres : le racisme antinègre et antijuif. Peux-tu nous exposer leurs particularités et leurs points communs ?

— Le racisme est défini comme la doctrine qui prône la *supériorité d'une race sur l'autre* et son droit de subjuguier, d'exploiter et d'exterminer les autres. Le racisme peut être utilisé à des fins politiques différentes, et l'intérêt qu'on a porté aux races découle de l'utilisation politique du concept et non pas du concept lui-même qui, comme je l'ai dit, a relativement peu d'intérêt scientifique et certainement aucun intérêt général.

Prenons ce que nous appelons le racisme antijuif, qu'on a également nommé antisémitisme. Ce qui est

d'ailleurs curieux car le terme antisémitisme suggère que ce mouvement se dirige contre les sémites. Les sémites ne sont pas une race mais sont l'ensemble des peuples qui parlent un certain groupe de langues, les langues sémitiques. L'hébreu est une langue sémitique, l'arabe en est une autre. Or les



mouvements antijuifs qui se nomment antisémites ne se sont jamais dirigés que contre les Juifs.

Les Juifs n'ont jamais été exploités comme l'ont été les Nègres. On n'a jamais essayé de justifier leur exploitation comme esclave, ou comme travailleur, même pour les travaux vulgaires. Ils furent persécutés pour des raisons extrêmement différentes.

Ce qu'on appelle les Juifs sont des communautés de gens qui ont émigré de la Palestine, depuis à peu près 600 ans avant Jésus-Christ, dont l'émigration s'est renforcée à l'époque de la destruction de l'Etat hébreu par les Romains, la fameuse *diaspora* ("dispersion"). Dans tout l'empire romain existaient des colonies juives, des gens qui venaient de Palestine et qui avaient une religion monothéiste un peu particulière, qui y vécurent en paix jusqu'au VIII<sup>e</sup> ou au IX<sup>e</sup> siècle.

Les persécutions contre les Juifs ont commencé avec les Croisades au XI<sup>e</sup> siècle, donc beaucoup plus tard. Dans les siècles précédents, il y avait eu des éruptions ordinaires, locales, sans plus d'importance que contre d'autres minorités nationales ou religieuses d'alors. Avec les Croisades, la "fleur" de la chevalerie européenne, partie pour piller et éventuellement tuer des musulmans, s'en prit logiquement tout d'abord aux incroyants qu'elle avait sous la main, moins dangereux à combattre car moins aptes à se défendre. Ce furent les premiers pogroms d'Europe.

Comme groupe minoritaire, les Juifs tenaient à leur religion et ne se laissaient pas convertir. Ils ne présentaient néanmoins pas un danger

pour l'Eglise catholique, le judaïsme n'étant pas missionnaire dans sa doctrine. Contrairement à d'autres, les Cathares par exemple, véritable menace pour l'Eglise et qui furent de ce fait totalement éradiqués !

Les Juifs ne furent jamais une telle menace. La minorité religieuse était soumise à des limitations. Il lui était interdit de faire de l'agriculture, de posséder la terre, de pratiquer certaines formes de commerce. Ils étaient par contre les seuls autorisés à prêter de l'argent, ce qui eut comme conséquence un certain monopole sur le crédit et la banque. Il y avait donc parmi les Juifs des gens riches. Les pogroms constituaient de ce fait des pillages fructueux.

## Système du bouc émissaire

D'autre part, l'existence d'une minorité qu'on ne connaissait pas trop bien avait toujours l'avantage pour les princes et pour les responsables politiques de pouvoir être utilisée comme victimes et symboles quand quelques chose allait mal. Les pires persécutions de Juifs en Suisse et en Allemagne ont eu lieu au X<sup>e</sup> siècle et au XI<sup>e</sup> siècle pendant la grande peste. Face à une nouvelle maladie qu'on ne

savait pas combattre, la réponse était toute trouvée : "les Juifs avaient empoisonné les puits." (Cela rappelle le phantasme contemporain que les Zaïrois répandraient le SIDA.) On pouvait ainsi répondre par un pogrom à tout ce qui allait mal et à tout les problèmes politiques qu'on ne pouvait pas résoudre.

Avec la Révolution française et la libération et l'émancipation des Juifs, tout changea. La Révolution française a évidemment laissé beaucoup de gens non satisfaits. D'un côté les tenants des anciennes aristocraties, qui avaient perdu leur pouvoir, et leurs privilèges, les ci-devants, et ceux qui y étaient affiliés et tous ceux qui d'une façon ou d'une autre détestaient les idées d'égalité, de fraternité et aussi de liberté qui étaient partie intégrante de la Révolution.

Pour tous ceux-là, les Juifs devinrent le symbole de la Révolution même et du slogan "liberté, égalité, fraternité" et tous les combats dirigés contre ces idéaux-là désignaient les Juifs comme leur expression même. Evidemment, ces idéaux impliquaient aussi un certain internationalisme. L'égalité et la fraternité s'appliquent à toutes les nations, et les Juifs étant présents dans tous les pays étaient encore une expression de cet internationalisme. Par conséquent, le nationalisme était aussi une raison de vouloir les éliminer.

L'objet avait donc totalement changé. Le combat n'était plus le combat contre les Juifs comme adhérents de leur religion mais précisément contre ceux des Juifs qui n'étaient plus religieux, donc les

## SOUSCRIPTION

*Les racismes et la pseudo-science*, du Prof. Georges Peters (titre provisoire).

Prix de souscription : Fr. 18.— (environ 150 pages).  
Sortie : octobre 1986.

Nom .....

Prénom .....

Rue .....

Localité .....

commande ..... exemplaire(s) de *Les racismes et la pseudo-science*.

A renvoyer aux Editions d'en bas, case 304, 1017 Lausanne 17.

plus assimilés. Par conséquent, il fallait essayer de combattre les Juifs assimilés qui représentaient

*"Le juif est partout un étranger, il est le financier type et la société libérale est sa terre d'élection."*

*"Il n'y a plus à se demander si les juifs doivent avoir les mêmes droits que les autres Suisses, mais s'ils doivent être traités comme les autres étrangers ou soumis à un régime spécial."*

Marcel Regamey  
(La Nation, septembre 1932,  
cité d'après 1978)

plus les conséquences de la Révolution française que les Juifs croyants. Il fallait donc inventer une "race" juive qui n'a jamais existé.

Un Autrichien, le chevalier Georg von Schönerer (1842 - 1921), un des maîtres à penser d'Hitler, résuma cela parfaitement dans sa formule fameuse: "Der Glaube ist uns einerlei: in der Rasse liegt die Schweinerei" ("La cochonnerie c'est la race, la religion nous est indifférente"). Le combat contre la race juive était déclaré, qui finalement conduisit à l'holo-



causte et au massacre horrible de millions d'êtres humains. La raison fondamentale de ce combat, à l'origine, était de battre en brèche les conquêtes de la Révolution française et les idées qu'elle a fait naître, par exemple le socialisme.

L'antisémitisme est devenu ainsi partie inhérente de la doctrine des droites conservatrices européennes, qui combattaient la Révolution française et ses suites. Le but de cet antisémitisme conservateur a toujours été celui de rétablir l'esclavage des Juifs du Moyen-Age et de rétablir en même temps une domination d'élites restreintes (anciennes ou nouvelles) sur la majorité des citoyens. En d'autres termes, d'en finir avec cette égalité gênante. L'antisémitisme conservateur ne visait pas à l'origine l'élimination physique des Juifs, tout en étant et restant partie intégrante des doctrines conservatrices. L'antisémitisme fut exacerbé à certaines époques dans des buts politiques particuliers.

### L'antisémitisme comme doctrine

L'antisémitisme des nazis avait des raisons extrêmement pratiques. Lorsque ceux-ci ont pris le pouvoir en 1933 en Allemagne, ils se trouvaient devant deux phénomènes, d'une part devant une économie

déprimée par la grande crise de 1929 qui avait réduit un tas de gens au chômage, et de l'autre côté devant la possibilité de réanimer l'économie et de faire tout marcher par un réarmement. Ils ont choisi le réarmement comme le grand moteur de la reprise économique et y sont parvenus, en partie parce que l'économie mondiale avait surmonté le grand creux de 1929. Par le réarmement, ils ont créé en Allemagne beaucoup de postes de travail: beaucoup d'Allemands qui ne voyaient plus aucune chance de travailler avaient tout d'un coup un emploi. Chaque Allemand qui avait trouvé un emploi après 1933-1934 pouvait imaginer qu'il avait pris la place d'un Juif. On a ainsi pu insérer une sorte de sentiment de culpa-

bilité commune qui a fait adhérer ces gens aux thèses du parti nazi qui était au pouvoir. Le massacre des années quarante qui a suivi a encore augmenté ce phénomène, parce que ces massacres, cachés officiellement mais évidemment connus assez largement (pendant la guerre par le fait que des soldats qui revenaient en permission avaient assisté à des massacres de Juifs dans les régions occupées), ont culpabilisé davantage les gens parce qu'ils se sont dit que c'était une conséquence directe de leur bonheur économique dans les années trente. L'antisémitisme était par conséquent un puissant moyen pour forcer l'adhésion d'un peuple à une doctrine et à un parti régnant duquel, à partir de 1942, ils avaient tout intérêt à se séparer.

A l'heure actuelle, un nouvel antisémitisme ne serait pas payant, ne serait-ce que parce que trop peu de Juifs ont survécu à l'holocauste. Néanmoins, ce serait une erreur de croire qu'il ne pourrait pas y avoir de nouvelles vagues d'antisémitisme, erreur dans laquelle tombent beaucoup de Juifs qui imaginent qu'il pourrait exister en occident une forme de racisme non antisémite. L'antisémitisme fait partie des arguments politiques de la droite réactionnaire européenne traditionnelle et on ne peut pas imaginer un mouvement de droite nationaliste, où que ce soit dans le monde blanc occidental, qui n'ait pas une composante antisémite.

(A suivre)  
Propos recueillis par  
Lisa Loiseau



Exemple d'affiche antisémite (Italie, 1942).

Publication d'un rapport au Tessin :

# Du nouveau sur la nouvelle pauvreté

Une étude sur la pauvreté dans le canton du Tessin a été présentée dernièrement. Menée par le Département des œuvres sociales sous la direction de Christian Marazzi, cette étude (*La poverta in Ticino*) tente de cerner l'ampleur du phénomène de "nouvelle pauvreté" en se basant sur les statistiques fiscales. Très vite on s'aperçoit que des poches importantes de pauvreté subsistent, voire se consolident, dans certaines régions de la riche Helvétie. Comme l'écrivent les auteurs, "... les récessions répétées n'ont pas créé, par elles-mêmes, la pauvreté, mais elles ont révélé une pauvreté latente..."

A partir de quand est-on pauvre? Telle est la première question à laquelle les auteurs essaient de répondre. Il y a bien sûr la pauvreté absolue, la "traditionnelle" en quelque sorte; celle qui, dans les pays économiquement développés, touche une part marginale de la société. Mais se développe également une autre pauvreté, la "nouvelle pauvreté". Beaucoup plus invisible et pernicieuse, elle ne se laisse pas décrire simplement par un bas niveau de revenu. Les auteurs proposent une approche plus nuancée - ils parlent de pauvreté relative - qu'ils formulent ainsi: "La pauvreté comme une incertitude devant le futur, la pauvreté comme un phénomène endogène et dynamique concernant diverses couches de la population qui, pas forcément pour toujours, peuvent se retrouver dans une situation économique ou sociale défavorisée." Une caractéristique dominante de ce "pauvre relatif" est son incapacité "à faire des projets", son absence "d'autodétermination", la précarité de tous ses choix. Bref, son "no-futur".

Cependant, le facteur déterminant reste le niveau du revenu. Pour fixer un seuil, les auteurs ont emprunté les critères retenus par la CEE: le seuil de pauvreté est fixé au 50 o/o du revenu disponible (RD) moyen par unité de consommation (UC)<sup>1</sup>. Les ménages disposant d'un revenu entre 50 o/o et 60 o/o du RD moyen par UC sont considérés comme étant à la frontière de la pauvreté relative. Le total (en-dessous de 50 o/o plus les ménages entre 50 o/o et 60 o/o) représente la population à haut risque de pauvreté.

### Combien de pauvres?

Armés de ce "thermomètre" et sur la base des statistiques fiscales pour la période 1981/1982, les auteurs obtiennent les résultats suivants. Le seuil de la pauvreté rela-

tive se monte à 780 francs<sup>2</sup> par mois (50 o/o du RD moyen par UC). On trouve, au-dessous de ce seuil, une population de 39 000 personnes, soit 14 o/o de la population totale. Si on prend le plafond de 60 o/o du RD moyen par UC<sup>3</sup> (950 francs mensuels), ce sont quelque 70 000 personnes (25 o/o de la population) qui passent dans la catégorie à haut risque de pau-



Les vieux: à la frontière de la pauvreté.

vreté. En d'autres termes, un "pépin" - licenciement, accident grave, déménagement qui provoque une augmentation du loyer, chômage de longue durée - fera basculer la victime en-dessous du seuil de pauvreté. Pas étonnant dès lors si ces personnes montrent des difficultés pour concevoir des projets d'avenir ou se ménager des espaces "d'autodétermination". Leur problème est de se battre pour ne pas sombrer...

En comparant la période 1977/1978 à celle de 1981/1982, les auteurs peuvent écrire que "... la pauvreté au Tessin n'a pas diminué substantiellement (...). En termes de revenu disponible réel (en tenant compte de l'évolution du coût de la vie, rééd.) le pourcentage des ménages en-dessous du seuil de pau-

vreté était de 18,4 o/o du total des contribuables en 1977/1978 et de 17,6 o/o en 1981/1982. Par contre, on observe une légère augmentation du pourcentage des ménages à la frontière de la pauvreté relative..." Ainsi le phénomène "pauvreté relative" est en passe de devenir une donnée permanente. Ceci d'autant plus que l'économie de marché se trouve dans une phase récessive à long terme, ce qui n'est pas fait pour dégrader l'avenir.

Mais tout le monde n'est pas touché de la même manière.

### Les premières victimes

Dans le groupe le plus défavorisé (en-dessous du 40 o/o du RD moyen), les jeunes entre 18 et 25 ans sont largement sur-représentés. Ils forment en effet le 35 o/o de cette catégorie alors que leur pro-

portion par rapport à la population totale ne dépasse pas 13 o/o. Pire, entre 1978 et 1982, leur situation s'est dégradée! Même constatation pour les femmes (entre 18 et 40 ans) non mariées qui constituent la majorité de ce groupe. Elles ont aussi connu, entre 1978 et 1982, une aggravation de leur situation. Comme le soulignent les auteurs du rapport, ce sont ces "personnes qui ont subi en premier lieu les effets de la transformation de la société durant ces dernières années." C'est-à-dire les moins bien préparés pour affronter le marché du travail. A ce sujet la formation professionnelle joue vraisemblablement un grand rôle, ainsi que la possibilité d'effectuer un recyclage à temps. Au Tessin, par exemple, la moitié des personnes actives exercent une

autre profession que celle qu'elles ont apprise!

Remarquons encore deux résultats significatifs. Toujours dans cette catégorie des plus défavorisés, les rentiers (AVS, chômeurs en fin de droit, assistés, etc.) voient leur "participation" passer de 49 o/o en 1978 à 53 o/o quatre ans plus tard. Cette croissance, expliquent les auteurs, découle essentiellement de l'augmentation des sans-travail et des chômeurs de longue durée. Elle trahit "l'existence d'une fraction consolidée du marché du travail composée de travailleurs précaires, irréguliers, mobiles, sans qualification." Ce que d'aucuns appellent la flexibilité du travail. Enfin l'étude tessinoise souligne la présence d'un nombre important de salariés pauvres. Des travailleurs/euses qui disposent d'un revenu régulier, mais décidément trop bas pour les faire vivre avec leur famille en-dessous de la barre des 40 o/o du RD moyen. Ils constituent le 43 o/o des contribuables du groupe le plus défavorisé.

Cette dernière constatation montre bien que la pauvreté relative (ou nouvelle pauvreté) n'a rien à voir avec un phénomène marginal concernant quelques déclassés "volontairement" en dehors de la société. Tout au contraire! Il s'agit, pour une bonne part, de catégories sociales, ayant disposé durant la phase d'expansion économique de l'après-guerre d'un revenu suffisant, mais qui sont maintenant durement secouées par les mesures de restructuration. Et leur horizon ne va pas s'éclaircir tout seul dans la mesure où on a à faire à un problème structurel. Face à cela, la garantie d'un salaire minimum et la mise sur pied de possibilités réelles de recyclage dans des secteurs d'avenir seraient des correctifs élémentaires. On en est manifestement encore loin!

Pietro Boschetti

1. Le revenu disponible (RD) est ce qui reste une fois faites toutes les déductions (fiscales, sociales, etc.). L'unité de consommation (UC) est utilisée pour pouvoir comparer des familles de grandeur diverse. C'est donc un coefficient de correction. Par exemple, le revenu d'un contribuable avec une personne à charge est divisé par 1,67; avec deux personnes à charge par 2,28; avec trois personnes par 2,78; etc.

2. Ce montant, comme ceux qui suivent, est calculé en unité de consommation (UC). Le montant déclaré (sans UC) est supérieur.

3. Dans plusieurs études, c'est ce critère à 60 o/o qui est retenu pour fixer le seuil de pauvreté.

"De plus en plus, les femmes ont une activité professionnelle." Ce jugement contient autant d'erreurs que de vérité. Il est faux de croire que la part des femmes s'est accrue dans la population active. Le recensement de 1980 indique une proportion de 36 o/o qui se situait un siècle plus tôt, en 1888, à 33 o/o. Entre deux, les oscillations ont été minimes.

**CELLES QUI "INTERROMPENT" AUGMENTENT**

La part des femmes professionnellement actives n'a guère changé non plus. En 1980, 42 o/o des femmes au-dessus de quinze ans avaient une activité professionnelle. En 1888, 42 o/o aussi ! En rapport avec le nombre d'heures de travail effectuées, l'activité professionnelle des femmes indiquerait peut-être même un recul. Mais ce constat serait vite différent si, au lieu de prendre la population au-dessus de quinze ans, on considérait uniquement celle en âge de travailler (entre 15 et 62 ans actuellement). La conclusion reste la même : les choses ont peu changé.

Quel est donc l'élément de vérité de la phrase citée au départ ? Ce qui est vrai, c'est que l'activité professionnelle joue un rôle plus important dans la vie d'un nombre croissant de femmes non célibataires. Elles sont toujours moins nombreuses à se consacrer "pour la vie" à leur mari et aux enfants. Au cours de la seconde moitié de ce siècle, les femmes qui tournent définitivement le dos à un travail après avoir fondé une famille sont devenues la minorité. Les Suissesses mariées entre 1940 et 1950 comptaient 37 o/o de "femmes au foyer". Chez celles qui se sont mariées entre 1960 et 1970, cette proportion n'est plus que de 18 o/o<sup>1</sup>.

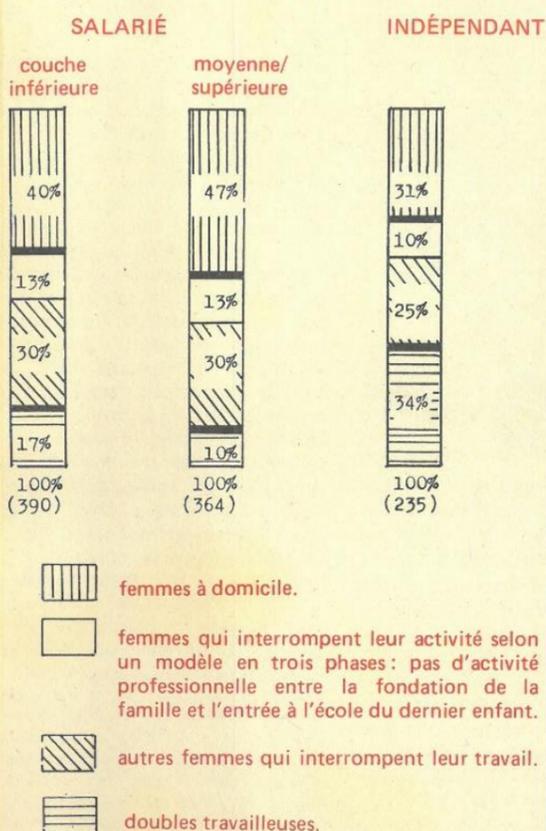
Mais ces femmes à domicile n'ont pas été remplacées par des femmes qui maintiennent toute leur vie une activité professionnelle. La part des "doubles travailleuses" (profession et charges familiales) reste stable depuis des décennies à environ un cinquième. En revanche, celles qui interrompent leur travail sont beaucoup plus nombreuses. Leur vie se caractérise par des phases d'activité professionnelle. Dans les couches inférieures, moyennes ou supérieures, elles forment de nos jours bien deux cinquièmes de toutes les Suissesses non célibataires. C'est en tout cas la conclusion des entretiens qui ont servi de base à notre étude, pour la période entre le moment du mariage et celui de notre enquête. Et en écoutant ce qu'elles disaient de leur avenir, cette proportion augmentait encore sensiblement<sup>2</sup>.

En prenant pour base minimale quatre heures de travail hebdomadaire pour l'"activité professionnelle" et six mois pour une période d'interruption, les femmes qui ont temporairement cessé leur travail comptent jusqu'à six périodes d'interruption derrière elles. Parmi les mères — il faut le souligner — la plupart ont repris une fois un travail avant que leurs enfants n'aillent à l'école (voir tableau 1).

Tableau 1

**TYPES DE VIES PROFESSIONNELLES SELON LA COUCHE SOCIALE**

Vie professionnelle des femmes interrogées, de leur mariage au moment de l'enquête, selon la position professionnelle du mari.  
Femmes avec enfants.



Activité professionnelle: rémunérée ou indépendante dès quatre heures par semaine.  
Interruption: pause d'au moins six mois.



La mobilité professionnelle des femmes :

# UN MOUVEMENT PERPETUEL

La vie professionnelle des femmes n'est jamais continue: changements de profession, périodes d'interruption et bien d'autres choses encore. Mais le monde du travail sanctionne cette "mobilité" et elle ne se manifeste alors que dans les domaines où il n'y a, de toute façon, rien à perdre. Un système global de formation continue et de recyclage pourrait répondre aux besoins professionnels des femmes qui ne correspondent à aucune demande directement organisée par le marché du travail.

Ce dossier, rédigé par URSULA STRECKEISEN, s'appuie sur une étude du Fonds National qu'elle a réalisée, entre 1980 et 1985, avec Anna Borkowsky et Katharina Ley.

**VIES "TRADITIONNELLES" ET "MODERNES"**

Le groupe des femmes qui interrompent leur travail est très hétérogène. On ne peut relever de trait typique (étant entendu que les interruptions sont plutôt le fait de salariées que d'indépendantes, vu la coupure entre le domicile et le lieu de travail). Les vies que nous avons rencontrées dans notre étude sont autant "traditionnelles" que "modernes". Certaines femmes reprennent périodiquement un travail non qualifié qui assure un complément financier bienvenu à la famille. D'autres, dotées d'une bonne formation, conservent le contact avec la vie professionnelle par des périodes d'activité. Mais les unes comme les autres ont ceci de commun qu'elles accomplissent souvent un travail occasionnel lorsqu'elles ont des enfants et les interruptions se multiplient précisément durant cette période. Et pour toutes, la femme à domicile n'est plus un modèle.

Il a été problématique de différencier, dans notre étude, les femmes qui "doivent" travailler de celles qui le "veulent". Elles-mêmes, quand elles en parlent, mélangent spontanément les deux aspects et expriment toujours plus qu'elles le veulent plus qu'elles ne le doivent. Cela peut paraître paradoxal: le niveau de vie atteint par la majorité de la population suisse durant la longue période de haute conjoncture passe pour si élevé que presque toutes les Suissesses devraient "pouvoir rester à la maison". Et pourtant, c'est justement à ce moment que les femmes à domicile se font plus rares. Quand l'âge d'or de la petite famille

classique a enfin pu s'instaurer, son "modèle familial" devenant à la portée de larges couches de la population, cette conception de la famille a justement perdu son rôle de modèle.

**COMMENT LES CHANGEMENTS DE PROFESSION...**

Les changements professionnels sont nombreux pour les hommes comme pour les femmes mais celles-ci, plus que les hommes, changent encore de métier au milieu de leur vie. Prenons la classification des "professions personnelles" de l'Office fédéral de la statistique (qui inclut le travail non qualifié) et ordonnons-la en fonction des réponses des femmes que nous avons interrogées: le nombre des femmes qui changent de profession est élevé. Quatre cinquièmes ont changé une ou plusieurs fois de métier depuis leur première activité professionnelle<sup>3</sup>. Il s'agit avant tout de mouvements au sein des professions spécifiquement féminines. Les femmes qui n'ont suivi que l'école primaire y gagnent souvent en prestige tandis que celles qui ont une formation plus longue en font davantage les frais.

En rassemblant les "professions personnelles" en champs d'activité plus larges, on constate une nette concentration des mouvements professionnels. La plupart des femmes proviennent en effet de professions industrielles, de vente ou de travail ménager et la majorité s'oriente vers des professions industrielles, de vente ou agricoles (voir tableau 2). En clair: les femmes qui ont travaillé dans l'industrie, la

Tableau 2

## CHANGEMENT DU CHAMP D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

## a) Provenance

Exemple de lecture : 62 o/o des femmes qui travaillaient dans l'industrie et l'artisanat lors de leur première activité professionnelle travaillent dans un autre domaine au moment de l'enquête.

Travaux ménagers (hôtellerie, restauration, nettoyage, ménage chez particulier)	62 o/o
Industrie/artisanat	62 o/o
Vente (dont guichet PTT)	55 o/o
Agriculture	40 o/o
Education, santé, assistance, sciences et techniques, médias, arts	28 o/o
Bureau, administration	23 o/o

## b) Destination

Exemple de lecture : 54 o/o des femmes actives dans l'industrie et l'artisanat au moment de l'enquête étaient engagées dans une autre activité lors de leur première profession.

Agriculture	69 o/o
Industrie, artisanat	54 o/o
Vente	53 o/o
Travaux ménagers	44 o/o
Bureau, administration	37 o/o
Education, santé, etc.	35 o/o

N = 575. Femmes en activité professionnelle lors de l'enquête.

de meilleures conditions de travail, un salaire supérieur, etc. et pour mieux combiner travail et famille. Si, en outre, un travail leur plaît réellement, elles parlent d'une "chance". Souvent, l'offre leur est venue de l'extérieur ou par hasard et elles ont essayé avec l'idée : "pourquoi pas ?"

L'autre type est celui des femmes mieux placées qui combinent l'interruption et les changements d'activité pour se réorienter consciemment. Si le résultat est satisfaisant, elles en parlent comme d'un effort pour trouver ce travail et surmonter des barrières intérieures. Pour les unes comme pour les autres, les changements se sont produits avant que les enfants ne soient adultes. Et toutes essaient de vivre la combinaison du travail et de la famille plus comme un enrichissement que comme un déchirement, et parfois y réussissent.

Les femmes célibataires qui ont changé d'activité et racontent leur vie éclairent ce qui vient d'être dit. Elles ont aussi connu des ruptures, des discontinuités, des périodes de recherche et des crises. Mais ni pour elles, ni pour notre enquête le rapport "famille-travail", si souvent débattu, n'offre un angle d'interprétation direct. C'est un vrai bol d'air. J'entends par là que pour les femmes mariées les changements dans la vie adulte sont trop souvent interprétés sous l'angle unique des rapports "famille-travail". Sans en nier l'importance, on devrait se garder de l'assainir comme "l'explication pour tout".

## DES FILIÈRES COURTES VERS LE HAUT, LARGES À L'HORIZONTALE

C'est devenu un lieu commun de rappeler que les chances d'avancement sont mauvaises pour les femmes. Dans notre enquête, seules 20 o/o en voyaient là où elles travaillaient. C'était pour elles une barrière structurelle, mais cela ne les conduisait pas à renoncer. Je l'ai perçu comme une conscience féministe devenue naturelle.

La grande majorité de la population active d'aujourd'hui (65 o/o) n'a jamais changé de position durant toute sa vie active. 16 o/o sont descendus et 19 o/o sont montés. Dans les professions qualifiées notamment, les femmes changent relativement rarement de position. 71 o/o des employées supérieures d'aujourd'hui, par exemple, se trouvaient déjà à ce poste lors de leur premier travail. En outre, les femmes qualifiées se concentrent dans des professions où les possibilités de monter sont courtes. L'avancement est souvent un petit mouvement d'un rang à celui qui est juste en-dessus. 2 o/o des femmes que nous avons interrogées exercent actuellement des fonctions de direction. Chez leurs partenaires, la proportion est tout de même de 12 o/o.

Les changements de position sont plus fréquents dans les catégories hiérarchiques inférieures. Seules 51 o/o des employées non ou semi-qualifiées par exemple avaient déjà cette position antérieurement. L'autre moitié se recrute pour l'essentiel parmi les simples employées et les ouvrières non ou semi-qualifiées. Mais il s'agit ici de changements plus horizontaux que verticaux, de mouvements dans ce qu'on appelle le segment des emplois non spécifiques. Ils sont particulièrement frappants dans les passages d'ouvrière non ou semi-qualifiée à employées non ou semi-qualifiée (tableau 3).

## POSITION PROFESSIONNELLE ET TEMPS DE TRAVAIL

La biographie professionnelle détermine, comme on peut s'y attendre, la position dans la hiérarchie. Par rapport à la moyenne, les femmes qui ont interrompu leur activité sont surreprésentées parmi les non et semi-qualifiées, chez les simples employées. Les "doubles travailleuses" en revanche le sont parmi les employées intermédiaires et supérieures. Ceci ne fait que confirmer la thèse que l'amélioration de la position au travail est liée à la continuité de l'activité professionnelle. Le même rapport s'établit d'ailleurs pour le travail à plein temps. Seules 25 o/o des non

ou semi-qualifiées et 13 o/o des simples employées travaillent à plein temps.

Le temps de travail des femmes recouvre en général un très large spectre (voir tableau 3). La vague des temps partiels cache en fait d'énormes différences. Les statistiques officielles (19 heures hebdomadaires et moins) les cataloguent comme "travail occasionnel". C'est un pur dédain lorsqu'on pense à toute l'importance que peut avoir, pour une femme, un travail de quatre à six heures. Mais cette terminologie permet de juger les critères d'évaluation en vigueur et, en même temps, combien de travaux économiquement indispensables restent dans la zone grise de la conscience officielle.

## PERFECTIONNEMENT ET RECYCLAGE, UN DROIT POUR TOUTES ET TOUS

Dans certaines professions, les exigences de qualification sont soumises à de tels changements que nous avons besoin de possibilités de perfectionnement professionnel et de recyclage. C'est devenu une rengaine. Bien des publications du PSO par exemple soulignent que les cours de recyclage des ateliers de formation seraient spécialement à prévoir dans les arts graphiques, la métallurgie et l'électronique. Et où vont les femmes de ménage qui veulent un travail où elles "sont quelqu'un" ? Où restent toutes les femmes des classes moyennes qui cherchent un travail intéressant où elles peuvent se réaliser ? L'argumentation axée sur les besoins est trop courte. Le perfectionnement et le recyclage doivent devenir un droit pour que les besoins professionnels puissent trouver un appui même s'ils ne correspondent pas directement à la demande orientée par le marché du travail.

Un système développé de formation des adultes permettrait aussi aux femmes de réduire le déficit de formation qu'elles ont par rapport aux hommes. Et les femmes bien placées qui interrompent leur travail auraient plus de facilité à "rester dans le coup". Mais : veulent-elles d'ailleurs rester dans le coup dans cette profession dont elles se sont

vente et les travaux ménagers au sortir de l'école sont pour la plupart dans un autre champ d'activité aujourd'hui (notre enquête date de 1981). Et inversement : celles qui travaillent aujourd'hui dans l'industrie, la vente ou l'agriculture ont souvent eu, précédemment, une activité différente. Dans ces domaines fortement marqués par la mobilité professionnelle, les femmes ont surtout pour possibilité les "professions pour n'importe quelle femme" (sans formation) et les travaux féminins faiblement qualifiés (formation sur le tas ou formations courtes). Le changement d'activité ne requiert donc pas de grandes qualifications nouvelles.

A l'autre pôle, on trouve les "professions" féminines (comme institutrice, par exemple) et les travaux féminins qualifiés (dans l'éducation, l'assistance et la santé principalement). Le travail de bureau, qui est actuellement le plus "à portée de main" pour les femmes des couches moyennes, en fait aussi partie. Dans ces domaines où un changement de profession exigerait un recyclage plus ou moins important, les changements sont plus rares.

## ... SE COMBINENT AVEC LES INTERRUPTIONS DE TRAVAIL

L'idée que les "doubles travailleuses" changent moins souvent d'activité quand elles interrompent leur travail ne s'est pas confirmée dans notre étude. Au contraire, celle-ci montre que lorsque la femme interrompt son travail, le retour à la vie active est plus souvent lié à l'engagement dans une autre activité qu'au retour à l'ancienne. Selon qu'il s'agit de la première, seconde ou troisième interruption, cette proportion atteint entre 50 o/o et 70 o/o des cas. En revanche, à l'intérieur d'une même phase d'activité, les changements sont plus rares.

Plus la période d'interruption est longue, plus les femmes ont tendance à entrer dans une nouvelle activité. Cette tendance se manifeste même quand la première réinsertion se produit au moment où l'enfant le plus jeune n'est plus en âge pré-scolaire. Une longue période d'interruption, conforme aux normes, accroît donc les chances d'un changement d'activité.

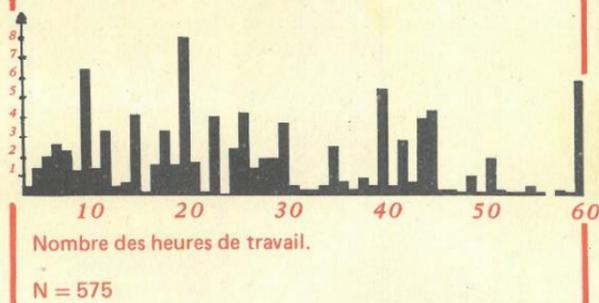
D'un strict point de vue qualitatif, notre étude a permis de distinguer deux grands types de changements professionnels chez les femmes. Celles qui — avec ou sans interruptions — se situent dans les rangs inférieurs de la hiérarchie professionnelle et changent, même souvent, d'activité pour

Tableau 3

## TEMPS DE TRAVAIL PROFESSIONNEL

Répartition des femmes actives au moment de l'enquête selon le nombre d'heures de travail par semaine.

o/o des femmes actives professionnellement.



retirées ? Les envies, les besoins, les capacités aussi, changent chez les femmes au cours de leur vie. Notre étude a clairement montré que les femmes de toutes les couches sociales se posent véritablement et pour la première fois, au milieu de leur vie, la question d'une "profession désirée".

La vie adulte pourrait permettre que se développent les processus professionnels. Actuellement, le monde du travail veut leur imposer un modèle de stabilité. Il prévoit des filières toutes faites et institutionnalisées, aujourd'hui en plein changement au nom des "nouvelles technologies". Ou alors, le monde du travail est "ouvert" à des mouvements circulaires sans fin dans les catégories hiérarchiques inférieures.

Les changements professionnels qui enrichissent les travailleurs ne se recourent que partiellement avec les transformations dont "l'économie" dit avoir besoin. Différencier les perspectives fondamentales demande d'autant plus d'attention qu'aujourd'hui tout le monde parle de perfectionnement professionnel.

Ursula Streckeis

1. Sauf indication contraire, les données empiriques se rapportent à l'étude *Arbeitsbiographien von Frauen* à laquelle j'ai travaillé avec Anna Borkowsky et Katharina Ley en 1980-1985 (financée par le Fonds national suisse).

Publications de cette enquête :  
— *Zwei Welten — ein Leben*. Berichte und Anregungen für Frauen zwischen Familie und Beruf. Unionsverlag, Zurich 1985 (en collaboration avec la journaliste E. Kaestli).  
— *Arbeitsbiographie von Frauen*, à paraître en automne 1986 chez Ruediger Verlag, Coire.

2. Dans notre enquête, nous avons choisi pour la plupart de nos analyses la période jusqu'au moment de l'entretien, avec comme critères un minimum de 4 heures par semaine pour l'activité professionnelle et de 6 mois pour une période d'interruption. D'autres critères auraient donné d'autres résultats.

3. L'usage de ces catégories est notamment problématique parce que le travail qualifié recouvre pour les hommes des catégories plus fines que dans les professions féminines. Dans le domaine "machines et métaux" par exemple on distingue 11 professions de mécanicien, 7 de serrurier, 7 dans l'électricité et autres. Dans le domaine "bureau" par contre, mises à part les activités de traitement électronique, on ne distingue que 7 professions personnelles (recensement 1970). D'autres catégories donneraient d'autres résultats ! Si on opérait avec des catégories plus adéquates, on perdrait la possibilité d'établir des comparaisons historiques (cf. notre comparaison avec les chiffres du recensement de 1950).

4. Le passage à une profession indépendante se fait souvent chez les femmes pour qui le mariage remplace le marché du travail : elles deviennent par mariage les collaboratrices de leur mari dans l'entreprise.



La vie professionnelle des femmes : changements de profession, périodes d'interruption.

Pour une Suisse sans armée :

130 000 LE 12 SEPTEMBRE

L'initiative Pour une Suisse sans armée sera déposée le 12 septembre à Berne : 130 000 signatures récoltées, dont 110 000 déjà validées par les communes. L'initiative a donc virtuellement abouti et la voie est ouverte pour la future campagne de votation qui coïncidera peut-être, s'inquiètent certains, avec le 700<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la Confédération (1291).

Jo Lang, membre du GSoA (Groupe pour une Suisse sans armée), tire ici un bilan des activités.

La réussite de l'initiative ressemble à un petit miracle politique. A part le PSO qui récolta le quart des signatures, aucune autre organisation ou parti n'a soutenu activement le GSoA. De plus, ce dernier ne disposait que d'une misérable infrastructure sans permanent payé. Sans compter les innombrables chicanes provoquées par divers responsables communaux...

Travail en commun

Le "miracle" tient d'abord aux membres du GSoA eux-mêmes qui, dans les derniers mois, ont fourni un effort considérable. Effort rendu possible grâce au travail en commun entre les groupes et les militants les plus divers qui se sont réunis dans le GSoA.

Pour beaucoup, c'était leur premier engagement politique; certains s'étant radicalisés par le mouvement jeune de 1980 ou les grandes mobilisations pacifistes. D'autres proviennent directement du mouvement pacifiste et antimilitariste. Ils ont fait l'expérience qu'à chaque proposition concernant la défense nationale, la question de fond — es-tu pour ou contre l'armée? — est posée. Ainsi lors de la votation sur le service civil où le thème principal n'était pas la criminalisation des objecteurs, mais bien plutôt la nécessité de l'armée. Plusieurs tirèrent la conclusion qu'il fallait poser franchement la question par une initiative. Enfin, des membres du PSO et des JSR (Jeunesses socialistes révolutionnaires) participèrent également au GSoA. Surtout à partir de la mi-mars lorsqu'on s'est rendu compte qu'il n'y avait que 61 000 signatures.

Bien sûr le GSoA connut aussi ses crises. Après un départ fulgurant, la récolte entre novembre et mars 1986 s'est sérieusement ralentie. Du reste, une année après le lancement, alors que la moitié seulement du nombre requis était engrangée, bien des gens avaient d'ores et déjà enterré l'initiative. La décision du PSO de récolter 25 000 signatures jusqu'à l'été, chiffre corrigé à 20 000 en mai, a eu un effet encourageant pour le sprint final.

Le sprint fut gagné durant les deux derniers mois de la récolte. En juin, une conférence de presse annonçait 102 000 signatures récol-

tées, ce qui amena la certitude que dès lors l'initiative pouvait aboutir.

Realpolitik ou résistance

Dans son commentaire un peu désemparé du 23/24 août dernier, la *Neue Zürcher Zeitung* écrivait que l'initiative GSoA n'aurait pas été possible dans les années soixante. Il est vrai que son aboutissement témoigne d'une "conscience" pacifiste croissante ainsi que des failles dans l'idéologie de défense nationale. L'initiative GSoA est basée sur le mouvement des jeunes de 1980 et les mobilisations pour la paix.

Par ailleurs ceux qui reprochaient aux initiants de diviser et d'affaiblir le mouvement pour la paix avec une initiative si radicale devraient se poser la question suivante. Quel serait l'état actuel de ce mouvement s'il n'y avait pas comme perspective la future campagne de votation sur l'initiative GSoA? D'autres confrontations viendront la préparer : l'initiative sur le référendum en matière d'armement, l'initiative Rothenthurm, les crédits d'armement, etc.

Enfin, l'aboutissement d'une initiative "utopique" relance la discussion sur "realpolitik" ou poli-

tique combative, sur adaptation ou résistance, et peut donc contribuer à revitaliser une gauche helvétique passablement embourbée dans le consensus.

N'oublions pas, d'autre part, la deuxième partie de l'initiative pour une politique globale de paix. Cette partie pose une série de questions comme : quelle politique étrangère, de développement ou d'asile la Suisse doit-elle mener? En fait, quelle Suisse voulons-nous? Une question bien adaptée avec la date rêvée pour la votation sur l'initiative GSoA : le 1er août 1991.

Jo Lang

Centrale nucléaire de Mühleberg :

Conduites pourries et désinformation

Tchernobyl, Harrisburg et les centaines d'accidents passés sous silence qui auraient pu dégénérer rappellent à quel point l'énergie nucléaire demeure une épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes. Mais il n'y a pas que les Soviétiques ou les Américains pour magouiller avec le nucléaire. En Suisse aussi le lobby atomique cache, désinforme... et fait joujou avec notre avenir. L'exemple de Mühleberg est parlant à cet égard.

Le 30 juin dernier, la Liste alternative Ecologie et solidarité de Fribourg et le Parti d'opposition de Morat tenaient une conférence de presse pour révéler au public quelques faits étranges constatés à la centrale de Mühleberg dans le canton de Berne. Signalons que si un Tchernobyl, se produisait à Mühleberg, ce ne sont pas 100 000 personnes qu'il faudrait évacuer, mais bien un million dont la moitié de la population fribourgeoise. D'où certaines inquiétudes!

Corrosion

Mühleberg est exploitée par les Forces Motrices Bernoises SA (FMB), où le canton possède 70 o/o des parts. Mise en service il y a 14 ans, cette centrale est d'une conception vieille de 20 ans. D'après les normes de sécurité prévues pour Kaiseraugst, Mühleberg serait fermée illico. Par exemple, le réacteur ne dispose d'aucun système indépendant pour évacuer la chaleur après une coupure d'urgence. Or un refroidissement retardé peut

se transformer en catastrophe. Autre exemple: le centre de contrôle "pilote" Mühleberg se trouve dans un bâtiment non protégé contre les risques de radiation ou d'explosion. En cas d'accident grave, les techniciens n'auraient d'autre choix que de fuir ou de mourir. Passons sur la solidité douteuse du dôme acier-béton sensé résister à de fortes pressions...

Venons-en aux faits graves. Depuis 1979, les promoteurs savent que les conduites du système de refroidissement primaire sont attaquées par les radiations, et ceci d'une manière inattendue. Pourtant l'exploitation de la centrale continue et personne n'en est informé. Lors de la dernière révision de l'été 1985, on s'aperçoit soudain que la corrosion des conduites a progressé plus vite que prévu: les parois, d'une épaisseur de 20 mm, sont par endroits atteintes jusqu'à 16 mm de profondeur! La population à nouveau n'est pas mise au courant de l'étendue des dégâts; les conduites sont rafistolées provisoirement.

Ce n'est que maintenant — une année plus tard — que les travaux de remplacement sont entrepris. En même temps, les FMB annoncent leur intention de compléter leur dispositif de sécurité, en particulier avec un système SUSAN (comportant le refroidissement du réacteur, la protection du centre de contrôle et l'installation d'un dispositif de sécurité réglé par ordinateur). Mais sans plus attendre Mühleberg est remise en service à la fin août 1986. La seule amélioration réalisée a été le remplacement des conduites du système de refroidissement, ce qui est le strict minimum après des années de défectuosité et donc de risque d'accident.

SUSAN absente

Cependant, la politique de désinformation continue. Dans une conférence de presse le 29 juillet dernier, les FMB prétendent que "dans le cadre des travaux de révision actuels (le remplacement des conduites, réd.), le système de sécurité SUSAN est mis en place" (*Freiburger Nachrichten*, 30 juillet 1986). Faux, archifaux! Dans la meilleure des hypothèses, SUSAN sera installée au cours de l'année prochaine et encore. Un mensonge de plus dans la déjà longue liste de silence et de non information.

Ceci montre jusqu'où les promoteurs et les autorités poussent la désinformation afin d'endormir les



inquiétudes de la population. La centrale de Mühleberg doit être fermée avant l'accident irréparable. Et le canton de Berne, majoritaire dans les FMB, peut prendre cette décision immédiatement. D'autant plus que le Conseil d'Etat dispose d'une majorité "rose-verte": trois socialistes et deux *Frei Liste* qui s'étaient présentés sous un profil écolo lors des élections (?). En outre l'argument du besoin ne tient pas: Mühleberg contribue pour quelques petits pour-cent dans la production électrique indigène<sup>1</sup>.

P. Girardet

1. A ce sujet, quelques précisions. La part du nucléaire dans la production électrique en Suisse est de 38,4 o/o. Mais en cas d'abandon du nucléaire, c'est l'aspect consommation qui entre en ligne de compte. L'électricité représente 20,5 o/o de la consommation totale d'énergie; l'électricité d'origine nucléaire, elle, 8 o/o seulement (*Domaine public*, 28 août 1986).

## Désarmement :

**L**e nouveau sommet entre Reagan et Gorbatchev se prépare. Le 18 août, Gorbatchev annonce la prorogation, jusqu'en janvier 1987, du moratoire unilatéral sur les essais nucléaires. Le chef de l'Etat-major, Akhromeev, salue la décision. Il ne faut pas laisser planer le doute sur la position des militaires soviétiques! Par contre, Reagan affirme qu'un "moratoire sur les essais nucléaires n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis ni de leurs alliés et amis". Simultanément, il laisse tomber une proposition "éblouissante": la suppression de tous les missiles balistiques intercontinentaux (type MX, Minutmen, missiles à bord de sous-marins) et un projet d'accord sur l'Initiative de défense stratégique (IDS), la "guerre des étoiles". Ce dernier inclurait: une autorisation de recherche durant cinq ans, deux ans de négociations après cette période, un déploiement dans les six mois si elles n'aboutissent pas.

Les pièges de ce bluff sont dévoilés par le Wall Street Journal<sup>1</sup>: a) le développement de l'IDS tend à rendre caduque l'efficacité des missiles intercontinentaux qui fournissent le socle du système de défense soviétique; b) par contre les USA possèdent un net avantage pour les missiles de croisière et les bombardiers équipés de missiles à courte portée; c) la proposition donnerait "carte blanche aux Etats-Unis pour déployer un tel système de défense après

# Dessous le sommet

sept ans et demi", sous-entendu après un échec planifié des négociations.

La tendance de l'impérialisme à poursuivre la course aux armements ressort avec netteté. Mais sa poursuite, aux mêmes rythmes, se heurte à des obstacles sérieux. Un indice est fourni par le vote de la Chambre des représentants et du Sénat qui, respectivement, raccourcissent de 35 et 25 milliards de dollars les sommes globales prévues par les lois d'autorisation des programmes. Certes, la Commission de conciliation entre les deux organes législatifs va accepter une loi de dépenses effectives avoisinant les 295 milliards de dollars pour l'année fiscale 1987!

Cependant un secteur important de la bourgeoisie américaine commence à traîner les pieds. Des dépenses militaires qui mangent quasi un tiers du budget du gouvernement compromettent la situation économique du pays. Elles n'ont pas les effets attendus sur la compétitivité de l'appareil de production. Une importante étude indique que "le pays a emprunté à la folie (400 milliards de dollars de 1983 à 1985) pour financer un budget militaire gonflé et cet engagement exagéré est une des causes du désarroi économique présent."<sup>2</sup> Il faut donc un peu de détente. Cette version molle de la course aux armements se consolide.

De son côté, la bureaucratie soviétique est coincée. L'objectif de la parité, longtemps officiellement réclamé<sup>3</sup>, est difficile à maintenir avec un PNB équivalant à 40 o/o de celui des Etats-Unis et des projets ambitieux — si ce n'est réalisés — de réformes économiques. D'autant plus que le prix des produits d'exportation est bas (pétrole), ou pourrait baisser si l'URSS inonde le marché (or, diamants) et que les acheteurs d'armes payant en dollars sont moins riches (Moyen Orient).

De leur côté, les banques impérialistes ont besoin de ce bon emprunteur qu'est l'URSS "qui est sous-représenté dans leurs portefeuilles"<sup>4</sup>, où les débiteurs verveux sont pléthore. Elles aident donc l'URSS, qui a besoin de devises, à lancer des emprunts obligataires.

Tout cela pourrait bien conduire à certains accords entre les "deux Grands", sans que les armes atomiques disparaissent ou que le Nicaragua ne soit plus menacé.

A. Dubois

1. 25 août 1986.

2. *International Herald Tribune (IHT)*, 22-23 août 1986.

3. G. Arbatov. *Cold war or Detente: The Soviet Viewpoint*, Zed Books, Londres.

4. *IHT*, 20 août 1986.



## ON JOUE LES PROLONGATIONS

Le 22 septembre marquera le premier anniversaire de l'accord entre les cinq Grands — Etats-Unis, Japon, RFA, France et Grande-Bretagne — visant à développer une politique conjointe en matière monétaire, de taux d'intérêts... A la lumière des événements actuels, la mise en harmonie des politiques économiques apparaît moins "historique" que beaucoup de commentateurs le clamèrent alors.

Ce 20 août, le patron de la Federal Reserve (FED) des Etats-Unis, Paul Volker, a décidé un nouvel abaissement du taux d'escompte à 5,5 o/o; le quatrième en un an. Ce ne fut pas une décision collective, même si elle était attendue. Mieux, elle se veut une pression directe, sous la menace d'une baisse encore accrue du dollar, sur le Japon et la RFA. Les Etats-Unis désirent que la deuxième et troisième puissance impérialiste revigorent leur économie et donnent ainsi accès à un volume accru de produits *made in USA*.

### Pas de capitaine à bord

Ces péripéties révèlent l'opposition entre les exigences internes de chacune des grandes forteresses de l'économie capitaliste et les besoins proclamés — et réels — d'une coopération internationale pour défendre leurs intérêts communs.

Plus fondamentalement, elles traduisent la crise de direction de l'impérialisme. Un de ses éléments centraux est la profonde réorganisation — sous le fouet d'une concurrence acharnée dans un marché mondial stagnant — des rapports de forces interimpérialistes. Le déclin relatif de la puissance industrielle des Etats-Unis face au Japon et à une partie de l'Europe s'accroît. Mais cette restructuration ne trouve pas encore d'expression nette au plan monétaire (rôle du dollar), institutionnel international ou militaire. Sur ce terrain, les Etats-Unis dominent plus nettement.

Les réticences et/ou l'impuissance du capital japonais et allemand à prendre le rôle de locomotive du train capitaliste traduisent aussi les limites des politiques anticycliques nationales, étant donné le degré d'internationalisation de l'économie.

### Ne pas escompter une vraie relance

La décision d'abaisser le taux d'escompte — ce qui doit tirer vers le bas toute la structure du crédit aux Etats-Unis et donc devrait redonner un souffle à une économie

languissante — fut prise sous la contrainte d'une récession menaçante (voir *La Brèche* No 368, 23 août 1986). Aujourd'hui, Volker craint plus la peste de la récession que le choléra de l'inflation. Et les élections présidentielles approchant, l'administration voudrait jouer les prolongations avant la récession.

Il est possible que l'argent moins cher pousse un peu la consommation de biens tels que les automobiles ou la construction de maisons, les deux chevaux de la consommation interne. Mais on voit mal comment l'effet serait durable tenant compte de l'endettement élevé des ménages comme de la stagnation ou de la baisse du revenu d'une part considérable des ménages. De plus, l'achat de nouvelles automobiles n'implique pas obligatoirement une augmentation proportionnelle de la production américaine. En effet, la capacité des concurrents japonais ou coréens du Sud — dont la monnaie, à la différence du yen, tombe avec le dollar! — de s'approprier des tranches d'une demande en hausse est largement confirmée. Le maintien d'un déficit astronomique de la balance commerciale (168 milliards de dollars prévus pour 1986), malgré une monnaie américaine en baisse depuis 19 mois de 30 o/o en moyenne face aux devises des principaux partenaires commerciaux, en est une autre preuve.

### Réduire les deux déficits?

L'idée que le péril d'une récession sera éloigné par un regain des exportations apparaît légère. Tout d'abord, les effets d'entraînement d'une réduction du déficit commercial ne doivent pas être surestimés étant donné la place des exportations dans l'économie américaine. Ensuite, comparativement aux marchés japonais et allemand, l'Amérique latine tient une place respectable dans la liste des clients des industries américaines! Or, le FMI contraint ces pays dominés à importer moins et à chercher à exporter plus afin d'honorer le service de leur dette auprès des banques

yankees. Résultat: une réduction de débouchés pour les exportations américaines.

Enfin, sans une croissance effective de l'économie mondiale, un redressement des exportations américaines ne pourrait se faire qu'au détriment — donc avec un effet récessif — des économies européennes et japonaises. Ces dernières sont beaucoup plus dépendantes des exportations que les Etats-Unis.

Ainsi, l'anémie présente du capitalisme japonais — production et investissement industriels stagnants — est accentuée par un yen élevé par rapport au dollar. Néanmoins, la riposte nipponne sur le moyen terme risque de faire mal aux Etats-Unis. Le capital japonais multiplie les investissements productifs dans des pays stratégiques; il organise un système de sous-traitance internationale pour les biens intermédiaires qu'il utilise; il s'attaque aux acquis des secteurs "garantis" de la classe ouvrière (emploi à vie, etc.) pour comprimer les coûts salariaux.

Au-delà de la diminution du déficit commercial, la "solution aux difficultés" résiderait dans la diminution du déficit budgétaire, largement alimenté par les dépenses d'armement et financé par des capitaux venant du Japon, de la RFA ou de la Suisse.

Selon un schéma classique, la diminution des emprunts par l'Etat fédéral devrait pousser vers le bas les taux d'intérêts, stimuler l'économie. Le dollar baisserait; la compétitivité augmenterait.

Il n'est pas certain que ce scénario soit suivi par le capitalisme réel. Il n'y a pas de raison que le crédit aille vers l'investissement productif, si de nouvelles occasions d'investir avec un profit anticipé suffisant, ne se manifestent pas sous la forme de nouveaux marchés, de nouvelles industries et productions; d'autant plus avec les surcapacités productives existantes. De plus, un dollar bas ne peut être le seul gage de la compétitivité. Il faut aussi une bonne productivité; le retard pris est difficile à combler.

La récession qui se pointe à l'horizon pourrait donc prendre son envol dans un contexte marqué: par un cumul de "gros déséquilibres" au sein de la principale économie capitaliste, par une grande fragilité du système financier international et par une crise prolongée sans précédent dans de nombreux pays du tiers monde.

A. Udry

Expulsion de Mgr Vega,  
fermeture de "La Prensa" :

# LE NICARAGUA EN ÉTAT D'URGENCE



La contra lors d'une attaque de San Juan del Norte.

Quand, dans la foulée de Reagan, une évidente mauvaise foi s'empare des chancelleries occidentales, du Vatican et des agences de presse, l'indice est irréfutable: le "monde libre" veut la peau d'un régime! Il en fut ainsi à la veille de chaque guerre, mondiale ou localisée. Il en est ainsi de la "marche au totalitarisme" dont on accuse le FSLN. Bravant ses dires antérieurs, qui justifiaient la guerre de la contra par la volonté "d'amener Managua à négocier", Reagan vient de le confirmer en appelant ouvertement à renverser les sandinistes<sup>1</sup>. Comment riposte le FSLN à cette escalade de la guerre?

Application stricte de l'état d'urgence, lutte contre la spéculation, priorité à la défense et à la production — ces trois grands traits de la riposte sandiniste indiquent un net durcissement sur le plan intérieur.

Tout jugement sur ces mesures doit partir d'une donnée concrète, incontestable: la guerre nord-américaine s'engage à un palier supérieur. Le "vote des 100 millions"<sup>2</sup> était un test pour Reagan. Il a réussi à impliquer le Congrès dans la guerre, alors que les sondages aux USA restent opposés à une intervention. Il met aussi à l'épreuve les bourgeoisies européenne et latino-américaine. La première lui laisse le champ libre: la France et la RFA ont refusé de condamner les USA au Conseil de sécurité de l'ONU, malgré le verdict du Tribunal de La Haye. Les seconds s'inquiètent. Carlos Andrés Pérez, ex-président du Venezuela et vice-président de l'Internationale socialiste, redoute qu'une intervention américaine ne provoque "une véritable explosion dans toute l'Amérique latine" et anihile les "processus de démocratisation" en cours. Mais il en porte aussitôt grief... aux sandinistes:

"(leur) militarisme guérillero n'a pas peur de la guerre et il semble souvent que peu leur importe qu'elle vienne, qu'ils la souhaitent même parfois."<sup>3</sup> Les efforts de Managua pour signer l'accord de la Contadora, boycotté par les USA, sont allègrement passés sous silence! Ce qui est vrai — et qui gêne Pérez! — c'est que les sandinistes sont décidés à défendre leur révolution, le droit à l'autodétermination du Nicaragua, dans cette "arrière-cour" toujours revendiquée par les USA.



Pendant ce temps, Reagan prépare des actions plus offensives de la contra: armement supérieur, entraînement par les "bêrets verts". Panama et le Honduras ont protesté contre cet entraînement sur leur territoire, mais Washington sait comment les réduire au silence: "Des fonctionnaires US ont suggéré hier que ces objections du Honduras pourraient être levées par l'offre d'un nouveau paquet d'aide militaire et économique, comme cela s'est déjà passé lors d'objections antérieures du gouvernement hondurien."<sup>4</sup>

## L'état d'urgence strictement appliqué

La première riposte des sandinistes à cette escalade de la guerre a été d'appliquer avec rigueur l'état d'urgence (levé aux élections de 1984, réintroduit en novembre 1985) "contre ceux qui exercent des activités non réprimées comme agents du gouvernement nord-américain."<sup>5</sup>

La formule est précise. Daniel Ortega ajoutait que l'état d'urgence avait été jusque-là "appliqué avec beaucoup de largesse pour des motifs de politique intérieure et extérieure". Les activités de Mgr Vega et de *La Prensa* le confirment. Leur collaboration ouverte aux actions de déstabilisation organisées par les USA jouissait encore d'une certaine tolérance. Depuis des années, la hiérarchie catholique stimule la crise (cf. encart). *La Prensa* de son côté diffusait sciemment de fausses informations, notamment pour faire hausser les prix en profitant de la pénurie<sup>6</sup>. Ce journal était certainement l'unique entreprise qui échappait à l'embargo total décrété par Reagan depuis un an contre le Nicaragua. Alors qu'il manque de papier, d'encre, de machines, *La Prensa* recevait tout cela d'une fondation semi-gouvernementale américaine, la *National Endowment for Democracy*, pour un montant de 100 000 dollars, une somme considérable pour le Nicaragua.

## A propos des droits démocratiques

La fermeture de *La Prensa* le 26 juin et l'expulsion de Mgr Vega le 4 juillet s'inscrivent donc dans cette application stricte de l'état d'urgence. Leur légitimité, dans un pays en guerre, ne peut laisser aucun doute. Il ne s'agit pas de délits d'opinion mais de la répression d'activités de collaboration avec l'agresseur. Mgr Vega a été expulsé pour ses actes, non pour ses opinions religieuses. Il aurait pu être condamné<sup>7</sup> et les sandinistes l'ont volontairement "laissé partir ailleurs, chez ses frères".

La fermeture de *La Prensa* renvoie, elle, à un problème social plus difficile: l'extrême pénurie due au blocus économique et au sous-développement stimule la spéculation et le mécontentement, dans les villes avant tout. L'interdiction du journal l'empêche d'utiliser ces difficultés pour ses manœuvres de déstabilisation interne. Mais le problème subsiste en tant que tel.

Faut-il y voir un "pas vers le totalitarisme"? Les libertés démocratiques, la libre confrontation politique n'ont jamais signifié de renoncer à des mesures d'exception frappant des activités qui menacent la légitimité d'une révolution. Cette légitimité a été confirmée par les élections de 1984 dont M. Panchaud, éditorialiste de *La Liberté* (19 août 1986), devait rappeler: "Il semble parfois que le fait n'ait pas encore été dûment enregistré". La bourgeoisie européenne des années quarante est allée bien au-delà, interdisant en temps de guerre non seulement les collaborateurs mais même l'opposition de gauche antifasciste!

Dans son discours du 19 juillet à Esteli, Daniel Ortega répétait au contraire que la stricte application de l'état d'urgence maintenait pleinement garanties les libertés démocratiques pour tous ceux qui se situent dans le cadre de la défense du pays. Et ce ne sont pas que des mots. Nous le verrons, dans notre prochain article, à propos du débat ouvert et public que le Nicaragua mène sur sa nouvelle Constitution.

Un jugement d'ensemble de la politique des sandinistes s'impose pour comprendre si les restrictions actuelles de certaines libertés démocratiques constituent des mesures d'exception ou indiquent un "pas vers le totalitarisme" — comme s'empresse de le faire tous ceux qui veulent en fait nier le droit à l'autodétermination du Nicaragua libre.

Michel Thévenaz

## Hierarchie catholique et liberté religieuse

19 novembre 1979

Lettre pastorale de la Conférence épiscopale du Nicaragua (CEN) pour "un engagement chrétien pour un Nicaragua nouveau". L'Eglise appuie la campagne d'alphabétisation.

13 mai 1980

La CEN demande aux prêtres de renoncer aux charges gouvernementales après le retrait de Chamorro et Robelo de la Junte de gouvernement. Le Vatican confirmera cette décision le 15 juillet 1981.

8 janvier 1982

Mgr Obando invité par l'Institut pour la religion et la démocratie (USA) créé par la CIA pour combattre la théologie de la libération.

4 mars 1983

Visite du pape à Managua qui refuse de prier, comme le demande la foule, pour les combattants assassinés par la contra.

7 mai 1983

La contra affiche: "Le pape est avec nous, avec Dieu et le patriotisme, nous vaincrons." Aucune réaction de la CEN.

29 août 1983

Lettre pastorale de la CEN contre le service militaire obligatoire, pour la désobéissance civile.

1er décembre 1983

La CEN se tait sur la loi d'amnistie pour tout contra qui dépose les armes et se réintègre.

octobre 1984

Indécise sur les élections, la CEN publie un texte de 1974 contre les élections... sous Somoza.

25 avril 1985

Mgr Obando fait cardinal. Célébre au retour de Rome une messe à Miami devant des chefs de la contra les exhortant à "rester fermes dans la foi". La CEN suspend son dialogue avec le gouvernement.

10 janvier 1986

Fermeture de *Radio Católica* pour violations répétées de la loi sur les médias.

janvier 1986

Le cardinal Obando invité par l'American Society (USA) dénonce le "totalitarisme" des sandinistes. L'ONU rejette sa proposition de servir de "médiateur" entre le gouvernement et la contra.

3 mars 1986

Mgr Vega invité par la Fondation Heritage (USA) appelle à financer la contra en présence de ses chefs (Calero, Bermudez, Cruz). Réitère le 5 juin aux USA. Le cardinal Obando légitime le financement US à la contra au *Washington Post* (12 mai 1986).

24 juin 1986

Reagan s'appuie sur Vega à la TV pour demander le vote des 100 millions.

2 juillet 1986

Averti de l'illégalité de ses actes, Mgr Vega justifie devant la presse étrangère une intervention US au Nicaragua.

4 juillet 1986

Mgr Vega est expulsé du pays et tient une messe au Honduras devant des contras.

13 juillet 1986

La hiérarchie interdit l'accès de la cathédrale de Matagalpa aux 15 000 chrétiens des "communautés de base" réunis sous une pluie battante.

Durant cette période, la CEN a muté ou renvoyé 13 prêtres ou religieux pour leur soutien au régime (*Basler Zeitung*, 18 juillet 1986). Le gouvernement sandiniste a réprimé pour violations des lois 12 religieux (Vega compris). L'Eglise catholique compte 152 paroisses et 1095 prêtres (1984). Un bon millier remplissent donc toujours leurs fonctions!

## tes ... notes ... not

### Pologne:

#### Bujak et Frasyuniuk solidarité

Ce 31 août 1986, dans l'indifférence de l'opinion publique, plusieurs milliers de travailleurs polonais manifestèrent, à l'occasion du sixième anniversaire des accords de Gdansk, leur attachement à Solidarnosc.

Il y a six ans un immense espoir était né pour les travailleurs des pays de l'Est et du monde entier. Il fallut un putsch, trois ans de répression et la complicité de toutes les puissances de ce monde pour briser l'élan des dix millions de syndiqués de Solidarnosc.

Aujourd'hui, Frasyuniuk, Bujak, de nombreux militants crouissent en prison. Leur détermination prépare les combats de demain.

L'après-guerre nucléaire :

# Pas beau à voir

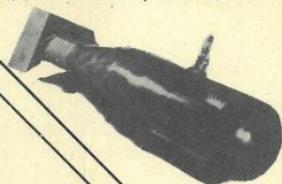
Dans le dernier numéro de *La Brèche*, nous vous avons entretenu des perspectives quelque peu inquiétantes de l'Initiative de défense stratégique (IDS ou Guerre des étoiles). Cette fois-ci, toujours dans notre série "catastrophe", c'est de l'après-guerre nucléaire qu'il s'agit. Pas très encourageant non plus, comme nous l'expliquent deux auteurs — Allan M. Din, docteur en physique théorique, chercheur au SIPRI de Stockholm et Jacques Diezi, professeur associé de pharmacologie et toxicologie à l'Université de Lausanne — dans un récent ouvrage *L'après-guerre nucléaire*<sup>1</sup>. Einstein le disait déjà: "La quatrième guerre mondiale se fera à coups de bâtons et de pierres!"

"L'hiver nucléaire" est l'effet le plus connu d'une conflagration d'un certain niveau. *La Brèche* (No 345, 6 juillet 1985) y avait consacré tout un dossier. Mais depuis les premières études, d'autres sont venues affiner les divers scénarios probables de l'après-guerre. L'ouvrage d'Allan Din et de Jacques Diezi synthétise les

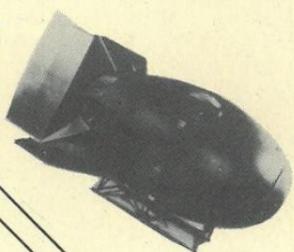
dernières conclusions obtenues en expliquant de manière accessible les effrayantes conséquences d'un conflit nucléaire, même limité.

## La course aux armements...

Rappelons, pour situer le problème, quelques données significatives. Actuellement, cinq pays possèdent des stocks importants d'armes nucléaires: les Etats-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et la Chine. Cela nous fait une puissance totale évaluée à



"Little boy", la bombe d'Hiroshima.



"Fat man", la bombe de Nagasaki.

15 000 Mt (Mt = mégatonne, 1 Mt équivaut à 1 million de tonnes de TNT, la bombe d'Hiroshima avait une puissance de 12 kilotonnes). Dans les années soixante, les experts estimaient à 400 Mt — soit quarante fois moins que la quantité actuelle — la puissance explosive totale pour le maintien d'une dissuasion à un niveau minimal. Que de chemin parcouru depuis!

La course aux armements dure depuis une bonne quarantaine d'années. Et son résultat est aussi absurde qu'évident: "... une situation mondiale caractérisée par un surarmement nucléaire et des doctrines stratégiques qui font peser sur l'humanité une lourde menace de destruction globale" (p. 17). L'arsenal atomique repose sur trois classes d'armes principales: les armes tactiques (une portée de quelques centaines de kilomètres); les armes de théâtre (5000 km de portée); les armes stratégiques (jusqu'à 10 000 km). Ces dernières comprennent les bombardiers, les missiles tirés par sous-marins (SLBM) et les missiles intercontinentaux balistiques (ICBM). Les experts appellent ce groupe de vecteurs "la triade stratégique".

## ... et ses lendemains

Les acteurs maintenant présentés, voyons le décor après leur passage. Pas très réconfortant! "Ainsi, dans un des scénarios de guerre nucléaire discutés par l'Organisation mondiale de la santé, signalent les auteurs, le nombre des victimes

(morts et blessés en nombre semblable) serait de plus de deux milliards, soit près de la moitié de la population du globe. Mais même si l'on considère un scénario plus limité, postulant un échange anti-forces (cibles militaires en Allemagne de l'Est et de l'Ouest), le nombre calculé de victimes se monte à vingt millions, morts et blessés en parts équivalentes." (p. 143) Ceci sans tenir compte des effets à moyen et à long terme (radiations, cancers, environnement ravagé, etc.) que les auteurs étudient en détail. En résumé, "... une guerre nucléaire, même limitée à une fraction de la puissance explosive actuellement stockée, entraînerait une dévastation durable atteignant une large partie des terres émergées, même à des distances considérables du lieu des explosions." (p. 143)<sup>2</sup>

Quelques exemples. La famine à l'échelle planétaire est maintenant considérée comme l'un des aspects les plus catastrophiques de l'après-guerre nucléaire. Diverses espèces céréalières sont, en effet, très sensibles aux radiations ionisantes. Or celles-ci associées au début d'un hiver nucléaire, "... pourraient anéantir (...) la production de maïs et de blé dans l'hémisphère nord au cours de la première année suivant un échange nucléaire" (p. 146). Les conséquences sont faciles à imaginer, d'autant plus qu'une grande partie de l'infrastructure (agricole, de transport) sera, elle aussi, détruite. Autre

exemple: les épidémies et infections. Des estimations quantitatives ont été tentées, bien que nombre de facteurs restent difficiles à intégrer. "Au total, constatent cependant A. Din et J. Diezi, (...) la mortalité due aux maladies infectieuses dans les mois suivant un échange nucléaire pourrait être de l'ordre de 20 à 25 o/o." (p. 148)

Il ne s'agit ici que de quelques exemples. Une description d'ensemble de la société d'après-guerre se formulerait ainsi: "Destruction de l'environnement, froid, obscurité, ressources alimentaires progressivement réduites, radioactivité ambiante; morts en nombre incalculable, blessés et malades (...), et rescapés à la merci des épidémies proliférantes et des conséquences tardives des irradiations. C'est là le tableau, le plus vraisemblable à l'heure actuelle, de l'après-guerre nucléaire; il ne ressemble à aucun autre..." (pp. 148-149).

P. Girardet

1. *L'après-guerre nucléaire*. Allan M. Din et Jacques Diezi. Editions Payot, Lausanne, Collection "Question d'avenir", 1986, 173 pages.

2. Suivant le régime des vents, une attaque généralisée sur la France, l'Allemagne et l'Italie provoquerait entre 2700 et 750 000 morts en Suisse si 80 o/o de la population a trouvé place dans un abri de la protection civile dans les 24 heures; en cas d'attaques contre les pays voisins et la Suisse, le nombre de morts s'élèverait alors entre 420 000 et 2,4 millions si 80 o/o de la population s'est abritée dans les 24 heures.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

## LAUSANNE et environs Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon

A propos de l'univers concentrationnaire. *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais (France, 1955, 34 min.). *True Glory* (USA, 1947, montage de documents d'archives). Et un document inédit qui montre une chambre à gaz. **ma 9 sept., Cinématographe, à 18h. me 10 sept., Salle Paderewski, à 22h (grande salle).**

En septembre à la cinémathèque: films de Grèce et de Tchécoslovaquie. Films de 1919 à 1939. Cinéma suisse. Et hommage à François Simon. Par exemple *Metropolis*, de Fritz Lang (Allemagne, 1926), passera dans sa version muette de l'époque et dans la version musicale de Moroder. Vers. muette je **11 sept., 22h, salle Paderewski; lu 15, 20h, Cinématographe; me 17 sept., 18h, Cinématographe. Vers. mus. ve 12, 20h, Cinématographe; sa 13, 22h,**

Cinématographe; **ma 16, 18h, Cinématographe. Zorba le Grec**, de M. Cacoyannis (1965), je **11, 18h, Cinématographe; me 17, 22h, Paderewski. (021) 20 93 46.**

**Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES**  
à 20h30. **ma 9, me 10 sept.:** *L'âme sœur*, de Fredi F. Murer (1985, Suisse). **ve 12, sa 13:** *Le bateau-phare*, de J. Skolimowski (1985, USA). **ma 16, me 17:** *Il bacio di Tosca*, de Daniel Schmid (1984, Suisse, des chanteurs d'opéra à la retraite).

## GENÈVE

Dans le cadre du *Festival de la Bâtie*.  
**Salle Patiño, Cité universitaire**  
**ma 9, me 10 sept., 20h30:** Théâtre (Marionnettes) *Handspan: "Secrets"*.

**Théâtre Pitoëff, 52, rue de Carouge**  
**du ma 16 au ve 19 sept., 20h30:** Théâtre *Intérieur Sillem: "D'où viennent les catules"*.

**Palais Wilson, 52, rue des Pâquis**  
**septembre, 21h:** Cinéma *"Gardien de la nuit"*, de Jean-Pierre Limosin.

**Sud des Alpes, 10, rue des Alpes**  
**à 21h30. ve 12 sept.:** *Enrico Rava Quartet. sa 13:*

*Antoine Illouz Quintet. ve 19: Marty Cook Quartet, featuring Jim Pepper. sa 20: Black & White (ex-Geneva). Org.: AMR.*

## YVERDON

**Echandole, Château d'Yverdon**  
**du ma 16 au ve 26 sept., 20h30:** en exclusivité. **RUFUS** crée son nouveau spectacle au Théâtre de l'Echandole. La compagnie Rufus présente: *Fastoche*, de Rufus. Loc.: Office du tourisme (024) 21 01 21.

Et si vous allez voir la rétrospective des Jeux Olympiques d'hiver de l'ère moderne qui prendra place dès le 11 septembre dans le hall du Crédit Suisse de Lausanne, vous y remarquerez que l'affiche choisie comme symbole de cette exposition est celle de 1936 à Garmisch-Partenkirchen, avec un skieur esquissant le salut nazi.

*Il est temps que Les jeunes roulent contre le racisme. Voyez le programme de ces festivités en p. 2 et dans la prochaine "brèche".*

# l'événement

Réunion de l'AIEA à Vienne sur la catastrophe de Tchernobyl :

## LA SOLIDARITÉ DES NUCLÉOCRATES

La franchise et la précision du rapport officiel soviétique sur la catastrophe du 26 avril et l'ouverture avec laquelle la délégation soviétique a répondu aux 570 questions de la centaine d'experts réunis du 25 au 29 août à Vienne dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ont suscité dans l'ensemble un certain émerveillement. Un représentant de l'Union of Concerned Scientists, un des principaux groupes de scientifiques antinucléaires américains, n'a-t-il pas déclaré : "Je dois avouer qu'il me paraît que nous en savons plus aujourd'hui sur Tchernobyl que nous n'en savions quatre mois après l'accident de Three Mile Island" (de 1979) <sup>1</sup>.

Jamais sans doute la bureaucratie soviétique n'avait publié une somme aussi complète d'informations sur un de ses domaines technologiques aussi essentiel que le nucléaire. Mais y a-t-il quelque chose de changé? Quoi exactement?

### On tourne la page et on recommence

Qu'est donc une telle réunion de l'AIEA pour susciter une pareille ouverture des responsables du nucléaire soviétique? Deux citations cernent l'ambiance de ce séminaire international : "... durant cette conférence, nous avons ressenti plus de solidarité que de critique", déclare Valéri Legasov, vice-directeur de l'Institut Kurchatov <sup>2</sup>. Tandis que le professeur Seifritz de l'Institut fédéral suisse de recherche en matière de réacteurs nucléaires écrivait, en conclusion d'une analyse du rapport,



avec cette pointe d'admiration que les nucléocrates occidentaux ont depuis des années à l'égard du nucléaire soviétique : "Deuxièmement, on constate que l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire n'est pas en URSS remise en cause ni discutée, contrairement à la réaction d'une partie du monde occidental. La poursuite de l'utilisation de l'énergie nucléaire continue d'être considérée comme indispensable." <sup>3</sup>

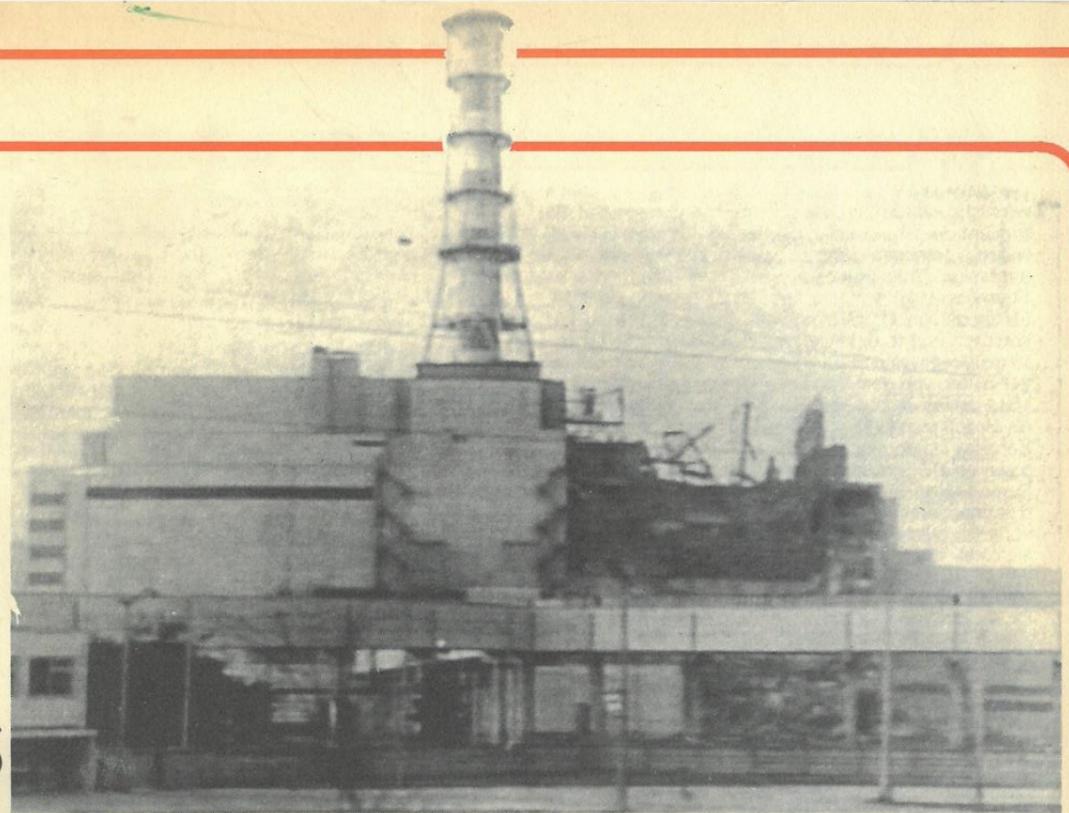
L'accident de Tchernobyl avait mis le Kremlin dans une situation terrible qui risquait de compro-

mettre fondamentalement son très ambitieux programme nucléaire. Or le Kremlin est déterminé à poursuivre ce programme, déterminé au point de planifier pour l'automne la remise en service des réacteurs 1 et 2 de Tchernobyl dès que la tombe de béton du No 4 sera achevée. Seul le lobby nucléaire occidental pourrait le tirer d'affaire : en l'aidant à analyser l'accident, en l'aidant à trouver des solutions partielles d'amélioration des réacteurs RBMK, en lui fournissant des appareillages sophistiqués pour cela, en particulier des appareils de mesures et de commandes informatiques, et, tout simplement, en couvrant d'une légitimité et d'une aura de compétence la poursuite de son programme nucléaire. Le prix à payer imposait cependant de mettre cartes sur table à l'AIEA. De son côté le lobby nucléaire occidental était tout prêt à venir à la rencontre des soviétiques pour une raison qui dépasse la curiosité scientifique pour les problèmes posés par la gestion d'une vraie catastrophe nucléaire : Tchernobyl a tellement affaibli la situation politique du nucléaire occidental qu'il devenait vital pour son avenir de surveiller et améliorer le programme nucléaire soviétique. Voilà pourquoi les deux parties s'accordent pour proposer un renforcement de l'AIEA.

### A qui la faute ?

Le rapport officiel soviétique met entièrement la faute sur les erreurs du personnel et ses violations des règles prescrites. L'explication est un peu courte. L'accident de Three Mile Island aussi avait révélé de graves erreurs du personnel. On en avait à juste titre déduit une réflexion, non seulement sur les défauts du personnel, mais également sur les systèmes par lesquels une technologie aussi subtile et complexe est conduite.

Ce ne sont pas que des antinucléaires, mais des pionniers du nucléaire qui ont expliqué que la maîtrise de cette énergie exigeait un soin et une vigilance extrêmes. On trouvera toujours une équipe superdouée qui saura conduire



Tchernobyl après l'accident.

avec sûreté la machine la plus instable. Mais quand on construit une vingtaine de ces machines près des plus grandes villes du pays et qu'on leur confie, sur la durée, 7 o/o de la production d'électricité d'un si grand pays, on ne peut plus parier sur des équipes superdouées. C'est à la stabilité et à la sécurité inhérentes qu'un système est alors jugé et c'est en cela que le nucléaire en général fait problème, et le réacteur RBMK en particulier.

Il n'est donc pas possible d'éviter la critique des systèmes soviétiques.

### Science et technologie

Le RBMK d'abord. Ce type de réacteur n'est pas rudimentaire; au contraire il est trop complexe. Si toute la faute revient au personnel, pourquoi le directeur du bureau d'étude qui l'a conçu a-t-il été limogé? Pourquoi les autorités soviétiques ont-elles mis hors service provisoirement la moitié de leurs RBMK et ont promis à Vienne d'y apporter des perfectionnements? Le RBMK, étant modulaire, permet par addition de construire de très gros réacteurs. Mais les instabilités en sont multipliées. Le plus grand réacteur du monde est le RBMK d'Ignalina en Lituanie, de 1450 MW. Les services suédois qui analysent en détail les émanations qui leur proviennent de l'autre rive de la Baltique ont dénoncé, le 29 août dernier, des problèmes de surchauffe à Ignalina <sup>4</sup>.

Le nucléaire soviétique ensuite, dans son ensemble. Il souffre de tous les maux "usuels" de l'économie soviétique : pénuries par à-coups, lacunes aberrantes, faible qualité des matériaux, bricolages de dernière minute et autres conséquences d'une planification à la fois stérile et négligente,

sans libre discussion ni contrôle par tous. Aujourd'hui l'achèvement du tombeau de béton de Tchernobyl 4, le réacteur accidenté, est retardé par les manques de béton qui tenaillent de façon chronique les chantiers de centrales nucléaires depuis des années. Et c'est d'ailleurs les mêmes maux chroniques qui expliquent qu'on se soit lancé, le vendredi 25 avril, dans l'ahurissante expérience révélée par le rapport officiel et dont le dérapage, le 26 avril à 1h23 et 40 secondes, aura provoqué 31 morts, 135 000 personnes évacuées, et probablement 24 000 morts par cancers supplémentaires d'ici 70 ans en Biélorussie et en Ukraine.

La science et la technologie soviétiques en général, en retard sur celles des pays capitalistes d'environ 10 ans, selon l'estimation grossière passe-partout des connaisseurs.

### "D'autres échecs douloureux"

Tout cela réuni ne crée pas exactement des bonnes conditions pour maîtriser une technologie qui est de toute façon un défi à la maîtrise humaine. Le nucléaire soviétique reste encore à être soumis à la critique détaillée qu'a subi le nucléaire occidental depuis 15 ans de la part de scientifiques antinucléaires ou simplement indépendants.

Jaurès Medvedev, dont nous avons déjà cité les opinions (*La Brèche*, No 367, 5 juillet 1986), met le doigt exactement sur le point de rencontre entre le retard scientifique et la gabegie, d'une part, et l'absence de libres informations et de discussion, d'autre part : "Comme il n'y avait jamais eu de discussion publique de ces dangers à long terme (de la radioactivité) et comme la génétique n'a recommencé à être incorporée

dans l'enseignement universitaire qu'à la chute de Lyssenko, à la fin des années soixante, il est possible que le gouvernement ignore tout simplement tous ces problèmes. Les travaux de recherche publiés en URSS se concentrent sur les maladies dues immédiatement aux radiations, et pas sur les dangers de cancer à long terme." Et Medvedev de conclure avec finesse : "Plus généralement, tout le programme nucléaire dont fait partie Tchernobyl procède d'un mélange d'enthousiasme technocratique et de manque d'esprit de prévision, par conservatisme, qui marque une bonne partie de la conception des dirigeants actuels." Voilà qui pourrait s'appliquer également

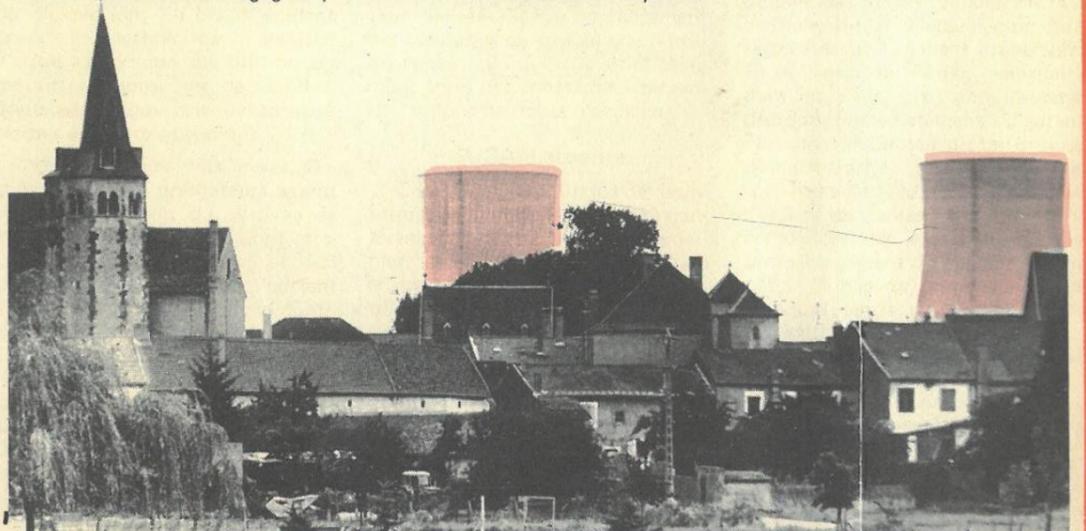
### À LIRE

Actuellement dans toutes les librairies : *Tchernobyl, le récit de la première catastrophe nucléaire majeure de l'histoire*. Par six spécialistes de l'Observer, Presses de la Cité, 1986. Le livre a été fait en un mois. Mais il vaut beaucoup mieux que sa réputation de scoop. Une excellente introduction aux idées antinucléaires.

aux chefs du lobby nucléaire occidental. Par contre, la phrase suivante porte jugement du projet de réformes de Gorbatchev : "La recherche d'une innovation, mais à l'intérieur d'un cadre fondamentalement conservateur, est une recette qui prépare d'autres échecs douloureux, espérons-le moins tragiques que le désastre de Tchernobyl." <sup>5</sup>

Robert Lochhead

1. *Time Magazine*, 1er septembre 1986.
2. *Le Monde*, 31 août - 1er septembre 1986.
3. *NZZ*, 22 août 1986.
4. *International Herald Tribune*, 29 août 1986.
5. Interview parue dans *New Left Review*, mai-juin 1986.



La centrale de Cattenom (France) victime d'un "incident" récent lors d'un essai.